

DESA

CAMEROON, REPUBLIC OF CAMEROON
"PROJET DE DOCUMENT DE TRAVAIL POUR LA REVUE GLOBALE
DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT," 1972-1976

[1-30] NOV - 17 DEC 1975

UNCLASSIFIED

VP/WG SEPT 2014

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UN ARCHIVES

SERIES	<u>S-1906</u>
BOX	<u>8</u>
FILE	<u>5</u>
ACC.	<u>TE 311/1</u>

PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT



REPRESENTATION AU CAMEROUN

Adresse postale : B. P. 836 Yaoundé
Adresse télégraphique : UNDEVPRO Yaoundé
Télex : Yaoundé 8304
Téléphone : 22-41-99
22-50-35

UNITED NATIONS
DEVELOPMENT PROGRAMME

received
05 JAN 1976

Date 17 décembre 1975

Référence 75-1531
PRO 300 CP

Dear Mr. Radovic,

Subject : Working Document for the Global Review of the
Country Programme (1972-1976)

Please find enclosed herein the following documents :

.....
1) copies of a draft working document prepared for the Global Review of the Country Programme (1972-1976) which will be held in January 1976 according to the tentative schedule of meetings attached as Annex 6 to the aforementioned document.

.....
2) copy of our letter of transmission of the draft working document to the Cameroonian Government.

2 ✓ In view of the financial constraints affecting UNDP financed activities at this juncture, and of the close association of the local UN personnel and representatives to the proceedings of the Global Review, it was felt that Agencies Headquarters should not field special representatives or missions for the participation in these proceedings.

✓ In view of the financial constraints affecting UNDP financed activities at this juncture, and of the close association of the local UN personnel and representatives to the proceedings of the Global Review, it was felt that Agencies Headquarters should not field special representatives or missions for the participation in these proceedings.
Your early observations on the draft working document are hereby invited, so that they could be taken into consideration during the meetings and in the preparation of the final document which will contain the conclusions of the Global Review.

Thanking you for your kind co-operation, I remain,

Yours sincerely,

Mr. Igor RADOVIC
Acting Deputy Director
OTC/UN
New York

Jawdat Mufti
Resident Representative

cc: Bureau
WF(CP)
of 1975



REPRESENTATION AU CAMEROUN

POUR INFORMATION

Adresse postale : B. P. 836 Yaoundé
Adresse télégraphique : UNDEVPRO Yaoundé
Télex : Yaoundé 8304
Téléphone : 22-41-99
22-50-35

Date 17 décembre 1975

Référence 75-1529
PRO 300 CP

Monsieur le Ministre,

Objet : Projet de Document de Travail pour la Revue Globale
du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
en République Unie du Cameroun (1972-1976)

.....

Me référant à l'aide-mémoire que j'avais soumis au Gouvernement en mars 1975 sur la préparation du nouveau programme de coopération technique pour la période 1977-1981 et la Revue globale du programme en cours (1972-1976), j'ai l'honneur de vous soumettre ci-joint - pour examen et commentaires éventuels - 5 exemplaires d'un projet de document qui sera mis comme outil de travail entre les mains des participants à la Revue globale du programme.

Comme proposé dans mon aide-mémoire précité, cette revue sera effectuée, comme par le passé, en deux temps, à savoir :

- une phase consacrée à des réunions sectorielles, secteur par secteur, selon le calendrier provisoire qui figure à l'annexe 6 du présent document, c'est-à-dire durant la période du 5 au 23 janvier 1976. Il est bien entendu que le moment venu les participants à ces réunions sectorielles qui seront présidées par un Représentant de votre Ministère devraient être désignés et invités par vos services à assister aux réunions à l'heure et à la date prévues.

- Une deuxième phase qui serait consacrée à l'examen global proprement dit du programme 1972-1976, dans une réunion de synthèse qui se tiendra sous votre présidence et qui se limitera à la participation de vos collaborateurs directs ainsi que de moi-même et de mes collaborateurs directs, selon la procédure appliquée dans le passé. Cette réunion de synthèse pourrait, avec votre accord, être tenue au début du mois de février 1976 à une date qui vous serait convenable et sur laquelle je me permettrais de vous consulter ultérieurement. Il y aurait évidemment intérêt à éviter que cette date ne soit trop rapprochée du 28 février 1976, date prévue pour la réunion régionale des Représentants Résidents du PNUD pour l'Afrique à Yaoundé.

.../2

Son Excellence
Monsieur le Ministre
de l'Economie et du Plan


YAOUNDE

L'intérêt du document que je vous sou mets par la présente réside dans le fait qu'il contient d'une manière ordonnée et condensée tous les éléments d'appréciation qui pourraient aider les participants aux réunions sectorielles à établir leurs propres conclusions et recommandations qui, une fois examinées et retenues ou non par la réunion de synthèse, devraient normalement aboutir à des directives claires quant à la révision du programme en cours.

Comme je l'avais indiqué au début de cette lettre, ce document provisoire a été communiqué par mes soins en même temps au bureau régional du PNUD pour l'Afrique à New York, ainsi qu'aux organisations du Système des Nations Unies participant aux ou intéressées dans les activités du programme au Cameroun à savoir : ECA, UNESCO, OIT, FAO, PAM, OACI, BIRD, UIT, OMM, AIEA, UPU, CNUCED, ONUDI, OMS (Genève et Brazzaville), UNICEF (New York et Brazzaville), OTC, UNEP (Nairobi) ainsi qu'aux bureaux de ces organisations en Afrique et au Cameroun.

Je vous saurais énormément gré de bien vouloir faire examiner avec soin ce document par vos services et par les ministères techniques intéressés et de me faire parvenir les observations qu'il susciterait le plus tôt possible pour en tenir compte lors des réunions et de l'élaboration du document final qui contiendra les conclusions de la Revue Globale.

Tout en vous remerciant de la bienveillante attention que vous voudrez bien accorder à la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.


Jawdat Mufti
Représentant Résident



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

PROJET DE DOCUMENT DE TRAVAIL
POUR LA REVUE GLOBALE (JANVIER - FEVRIER 1976)
DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)
EN
REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN
1972 - 1976

INTRODUCTION	Pages
I - <u>Situation du CIP (1972-1976) par secteurs</u>	1
Economie rurale	
Industrie	
Ressources Humaines	
Ressources Naturelles	
Infrastructure	
II - <u>Situation du CIP (1977-1981) par secteurs</u>	8
Economie rurale	
Industrie	
Ressources Humaines	
Ressources Naturelles	
Infrastructure	
III- <u>Fiches techniques des projets nationaux, par secteurs</u>	
Economie rurale	16
Industrie	54
Ressources Humaines	62
Ressources Naturelles	100
Infrastructure	105
IV - <u>Mise en oeuvre du Programme National</u>	131
1. Evaluation globale du Programme en termes:	
a) financiers	
b) quantitatifs	
2. Examen des modifications déjà apportées au Programme approuvé par le Conseil d'Administration du PNUD.	135
3. Evaluation de l'utilité continue, de l'efficacité actuelle et potentielle du Programme, compte tenu de l'évolution constante des conditions de développement du pays, des objectifs et des besoins.	136
4. Identification des secteurs, domaines et projets qui ont connu des réalisations importantes -identification des cas où l'on a pu rencontrer à l'exécution, des problèmes ou des insuffisances notables-.	140

1. Nécessité et portée, en termes généraux des ajustements complémentaires du Programme, à la lumière:
 - a) des considérations de fond,
 - b) des considérations financières.
2. Identification d'éléments du Programme où des ajustements précis sont souhaitables et réalisables. 146
3. Implications de ces ajustements pour l'intégrité du Programme. 157

ANNEXES

- Annexe 1 - Rapport sur la Revue Annuelle 1974 du Programme National (1972-1976).
- Annexe 2 - Liste des projets inter-pays auxquels le Cameroun participe ou pourrait participer.
- Annexe 3 - Activités du Système des Nations Unies au Cameroun, non financées par le CIP National.
- Annexe 4 - Projets Nationaux (approuvés et opérationnels) ayant fait l'objet d'une mission d'évaluation, d'un examen tripartite, d'un rapport final, d'avancement ou intérimaire, durant la période 1974-1975 et principaux résultats et implications.
- Annexe 5 - Projet de modalités et calendrier pour l'examen global du Programme National (1972-1976)
- Annexe 6 - Calendrier provisoire des Réunions Sectorielles (Janvier 1976)
- Annexe 7 - Rapport sur les résultats de la Revue Annuelle 1972 du Programme du PNUD pour le Cameroun (1972-1976)
-

INTRODUCTION

Le Programme de coopération technique pour le Cameroun, portant assistance du PNUD, pour la période 1972-1976, et élaboré dans les limites d'un Chiffre Indicatif de Planification (CIP) de \$ E.U. 15 000 000, pour cette même période, a été adopté par le Conseil d'Administration de cette Organisation en juin 1972. Le premier examen annuel a eu lieu en octobre de la même année, le second, en juillet 1974.

En mars 1975, dans un aide-mémoire que le Représentant Résident du PNUD a soumis au Gouvernement, sur la préparation du nouveau programme de coopération technique pour la période 1977-1981, la première quinzaine de janvier 1976 avait été proposée pour l'examen global du programme en cours (1972-1976). Il avait été également proposé que cet examen soit effectué en deux temps, à savoir: une phase consacrée à des examens sectoriels, secteur par secteur, en janvier 1976, et une deuxième à l'examen global proprement dit, en février 1976.

Il est utile de rappeler ici qu'un tel examen global aura essentiellement pour buts:

1. d'examiner l'évaluation du programme en cours dans son ensemble, y compris les ajustements déjà réalisés;
2. de déterminer la validité des activités en cours et la nécessité d'en modifier éventuellement les objectifs et le calendrier;
3. de définir, de façon plus détaillée, ou de modifier au besoin, les projets futurs qui figuraient à titre préliminaire dans le programme approuvé et de réexaminer le calendrier prévu pour leur formulation;
4. d'incorporer au programme de nouvelles propositions de projets, sous réserve qu'elles correspondent pleinement aux objectifs du programme approuvé;
5. d'examiner toutes questions concernant les activités consécutives aux projets terminés;
6. de déterminer les nouveaux paramètres financiers dans lesquels les activités d'assistance technique devraient être programmées pour la période qui reste du présent cycle (1972-1976), en tenant compte des contraintes financières que le PNUD connaît actuellement du fait de la conjonction du retard dans le versement des contributions des Etats Membres au Programme, d'une part, et, d'autre part, du rythme accéléré d'exécution et des effets de l'inflation et de l'augmentation du coût standard des experts.

Il est également utile de rappeler que l'examen global ne devrait pas porter sur la surveillance de l'exécution des projets individuels ou leur évaluation détaillée, mais il devrait servir à vérifier si le programme en cours, et chacune de ses parties, continuent de correspondre et de satisfaire aux besoins découlant des objectifs du développement du pays.

Les facteurs, en fonction desquels la pertinence et l'efficacité de chacun des projets bénéficiant de l'assistance du PNUD seront déterminées, d'une part, et les facteurs les plus importants qui semblent influencer sur l'ensemble de l'assistance du PNUD dans le pays, d'autre part, ont fait l'objet d'un questionnaire approprié qui a été établi et distribué en temps opportun, pour servir de modèle aux fiches techniques des projets, rassemblées dans le présent document.

Il est enfin nécessaire de souligner que, bien que l'examen global puisse donner lieu à de nouvelles propositions de projets, cet examen ne devrait pas grever prématurément le programme suivant d'engagements préalables, mais assurer la soudure harmonieuse du programme en cours avec le nouveau programme, en accommodant les activités en cours aux nouvelles exigences conceptuelles dégagées par l'examen global.

Etant donné la préparation minutieuse que nécessite une entreprise de cette envergure, le présent document de travail provisoire, qui contient les éléments de base indispensables pour la revue globale du Programme, a été élaboré et sera transmis au Gouvernement, aux Agences d'exécution concernées et au Siège du PNUD, pour examen et observations. Ces observations seront prises en considération lors des réunions sectorielles et de synthèse et de l'élaboration du document final qui contiendra les conclusions de la Revue Globale.

*

*

*

I - Situation du CIP

(1972 - 1976)

Tous les chiffres figurant dans les tableaux ci-après sont tirés des fiches de contrôle tenues par le bureau.

+ Projet révisé, soumis au Siège, mais ne figurant pas encore au "IPF ledger".

* Projet révisé non encore soumis au Siège.

x Dépenses réelles

v Projet terminé en 1975. Dépenses réelles non encore disponibles.

° Budget initial reconduit (non encore soumis au Siège).

Secteur: "ECONOMIE RURALE"

Numéro/Titre du projet	Dépenses (A)				Engagements (B)			TOTAL (A + B)
	1972	1973	1974	Total	1975	1976	Total	
1. Projets terminés								
CMR/67/505 Ecole de Faune	173.261	186.175	99.742	459.178	-	-	-	459.178
CMR/67/506 Projet forestier I	88.797	34.716	-	123.513	-	-	-	123.513
CMR/68/017 Radioisotopes	56.856	23.924	-	80.780	-	-	-	80.780
CMR/68/507 CENADEC I	243.472	293.732	28.605	565.809	-	-	-	565.809
CMR/70/514 ENSA I	211.987	200.987	15.374	428.348	-	-	-	428.348
CMR/71/012 Criquet Pélerin	-	2.500	-	2.500	-	-	-	2.500
CMR/72/004 Aménag. Rés. Faune	-	12.451	1.877	14.328	-	-	-	14.328
Total	774.373	754.485	145.598	1.674.456	-	-	-	1.674.456
2. Projets en cours								
CMR/72/005 CENADEC II	-	-	213.804	213.804	255.797	157.300	413.097	626.901
CMR/72/008 Projet Forestier II	-	83.824	141.900	225.724	446.694	38.850	485.544	711.268
CMR/72/009 Pédologie	-	-	22.694	22.694	61.527	65.800	127.327+	150.021
CMR/72/010 Pisciculture	-	28.145	29.597	57.742	79.700	182.500	262.200*	319.942
CMR/72/025 Parcs nationaux	-	17.930	39.349	57.279	61.300	90.250	151.550	208.829
CMR/73/004 ENSA II	-	45.069	169.670	214.739	299.290	260.245	559.535	774.274
CMR/74/004 Office Céréaliier	-	-	10.332	10.332	108.266	-	108.266	118.598
CMR/74/001 Cuirs et Peaux	-	-	-	-	10.000	30.000	40.000	40.000
N Total	-	174.968	627.346	802.314	1.322.574	824.945	2.147.519	2.949.833
3. Projets approuvés non opérat.								
CMR/74/006 Feedlot Mbandjock			N	I	L			
4. Nouveaux projets								
CMR/74/006 Feedlot Mbandjock	-	-	-	-	-	124.900	124.900	124.900
CMR/74/017 SODENKAM	-	-	-	-	-	20.000	20.000	20.000
CMR/ Enseignement forest.	-	-	-	-	-	48.000	48.000	48.000
CMR/ Conseill. Techn. Forest	-	-	-	-	-	23.500	23.500	23.500
CMR/ Reconn. Ress. Forest.	-	-	-	-	-	139.000	139.000	139.000
CMR/ Etude désenclav. S-E.	-	-	-	-	-	48.000	48.000	48.000
CMR/ Reboisement Nord	-	-	-	-	-	93.500	93.500	93.500
CMR/ Dév. Indust. Forest.	-	-	-	-	-	247.000	247.000	247.000
CMR/ Exp. Gest. Coop/UCCAG	-	-	-	-	-	36.000	36.000	36.000
Total	-	-	-	-	-	779.900	779.900	779.900
TOTAL 1+2+4	774.373	929.453	772.944	2.476.770	1.322.574	1.604.845	2.927.419	5.404.189

Secteur: "INDUSTRIE"

Numéro/Titre du Projet	Dépenses (A)				Engagements (B)			TOTAL (A + B)
	1972	1973	1974	Total	1975	1976	Total	
<u>1. Projets terminés</u>								
CMR/69/512 CAPME I	85.063	93.451	0.249	186.763	-	-	-	186.763
CMR/70/003 Conseill. Industriel	30.000	750	-	30.750	-	-	-	30.750
CMR/70/519 PPER	110.243	49.381	3.228	162.852*	-	-	-	162.852*
CMR/72/011 CAPME II	-	-	53.276	53.276	80.003	-	80.003	133.279x
Total	225.306	143.582	64.753	433.641	80.003	-	80.003	513.644
<u>2. Projets en cours</u>								
CMR/75/005 CAPME III (Ph. Opér.)	-	-	-	-	380.547	829.844	1.210.391	1.210.391
<u>3. Projets approuv/non Opér.</u>								
CMR/75/006 Assistance B.C.D.	-	-	-	-	45.000	183.750	228.750	228.750
<u>4. Nouveaux projets</u>								
CMR/75/... Enquête Indus. Fiches	-	-	-	-	-	60.000	60.000	60.000
TOTAL 1+2+3+4	225.306	143.582	64.753	433.641	505.550	1.073.594	1.579.144	2.012.785

Secteur: "RESSOURCES HUMAINES"

uméro/Titre du projet	Dépenses (A)				Engagements(B)			TOTAL (A + B)
	1972	1973	1974	Total	1975	1976	Total	
Projets terminés								
R/68/003 Dév.Res.Humaines	5.782	-	-	5.782	-	-	-	5.782
R/68/005 Planificat.Educat.	64.169	62.335	7.491	133.995	-	-	-	133.995
R/68/011 Ingénieur Sanit.	2.500	10.000	30.000	42.500	36.000 ^{xv}	-	36.000	78.500
R/68/013 Ass. Serv.Santé	60.000	-	-	60.000	-	-	-	60.000
R/69/002 Sécurité Sociale	30.000	30.000	3.000	63.000	-	-	-	63.000
R/69/006 Statist. Emploi	34.409	15.061	-	49.470	-	-	-	49.470
R/69/007 Bourses INSEA	9.033	-	-	9.033	-	-	-	9.033
R/69/515 CUSS I	6.483	-	-	6.483	-	-	-	6.483
R/70/005 Enseign. Langues	30.000	19.546	-	49.546	-	-	-	49.546
R/70/523 CUSS II	201.922	261.776	247.085	710.783	257.108 ^x	-	257.108	967.891
R/71/001 Secrét.bilingues	5.750	-	-	5.750	-	-	-	5.750
R/71/011 Questions financ.	22.725	-	-	22.725	-	-	-	22.725
R/72/021 Malnutrition	-	-	-	-	8.700 ^{xv}	-	8.700	8.700
R/71/007 Employés Bureau	45.117	60.635	61.815	167.567	88.233 ^v	-	88.233	255.800
R/74/015 Réadaptation prof.	-	-	1.953	1.953	-	-	-	1.953
R/68/012 Enseign.Infirm.	38.636	55.380	41.892	135.908	23.391 ^v	-	23.391	159.299
Total	556.526	514.733	393.236	1.464.495	413.432	-	413.432	1.877.927
Projets en cours								
R/68/014 Bourses médicales	16.224	3.941	1.858	22.023	9.600	7.200	16.800	38.823
R/68/511 IPAR-Yaoundé	502.159	445.148	445.448	1.392.755	332.400*	-	332.400*	1.725.155
R/72/017 IPAR-Bués	-	-	59.066	59.066	213.310	101.125	314.435	373.501
R/72/018 INE	-	9.819	109.181	119.000	205.200+	255.600+	460.800	579.800
R/72/022 Défense Sociale	-	8.750	29.977	38.727	47.600	23.000*	70.600	109.327
R/72/019 Manuels scolaires	-	-	26.000	26.000	99.900	58.800+	158.700	184.700
R/74/007 IPD	-	-	3.200	3.200	19.200	16.000	35.200	38.400
R/74/014 Planif.Educat.	-	-	30.000	30.000	127.110+	70.750+	197.860	227.860
R/72/023 CUSS III	-	-	-	-	10.000	460.450*	470.450	470.450
R/ Mission Emploi/Fonct	-	-	-	-	17.500	-	17.500	17.500
Total	518.383	467.658	704.730	1.690.771	1.031.820	992.925	2.074.745	3.765.516
Projets approuvés non opér.								
R/72/024 Goitre endémique	-	-	-	-	12.000	-	12.000	12.000
R/75/004 Informatique	-	-	-	-	9.200	31.100	40.300	40.300
Total	-	-	-	-	21.200	31.100	52.300	52.300
Nouveaux projets								
/75/008 Employés bureau, Bués	-	-	-	-	-	12.750	12.750	12.750
/76/ IPAR Yaoundé	-	-	-	-	-	325.000	325.000	325.000
Total	-	-	-	-	-	337.750	337.750	337.750
TOTAL 1+2+3+4	1.074.909	982.391	1.097.966	3.155.266	1.516.452	1.361.775	2.878.227	6.033.493

Secteur: "RESSOURCES NATURELLES"

Numéro/Titre du projet	Dépenses (A)				Engagements (B)			TOTAL (A + B)
	1972	1973	1974	Total	1975	1976	Total	
<u>Projets terminés</u>								
R/68/001 Conseiller Hydraul.	30.000	31.125	-	61.125	-	-	-	61.125
R/71/516 Eaux souterraines	360.135	201.748	91.146	653.029	14.200	-	14.200+x	667.229
R/71/004 Substances nucl.	24.548	21.510	34.673	80.731	66.669	-	66.669v	147.400
Total	414.683	254.383	125.819	794.885	80.869	-	80.869	875.754
<u>Projets en cours</u>								
R/74/011 Recherches minières	-	-	-	-	66.100	248.000	314.100	314.100
R/74/013 Forage d'eau	-	-	-	-	890.090	515.650	1.405.740+	1.404.740
Total	-	-	-	-	956.190	763.650	1.719.840	1.719.840
<u>Projets approuvés non opérat.</u>								
		N	I	L				
<u>Nouveaux projets</u>								
R/75/012 Progr. Dév. Nord	-	-	-	-	-	302.000	302.000	302.000
Total	-	-	-	-	-	302.000	302.000	302.000
TOTAL 1+2+4	414.683	254.363	125.819	794.885	1.037.059	1.065.650	2.102.709	2.897.594

Secteur: "INFRASTRUCTURE"

Numéro/Titre du Projet	Dépenses (A)				Engagements (B)			TOTAL (A + B)
	1972	1973	1974	Total	1975	1976	Total	
1. Projets terminés								
CMR/68/015 Télécommunications	22.875	30.490	18.913	72.278	-	-	-	72.278
CMR/68/016 Météorologie	1.175	-	-	1.175	-	-	-	1.175
✓ CMR/69/009 Planif. Transports	30.300	30.300	12.928	73.528	-	-	-	73.528
CMR/69/510 IFS	145.379	14.720	31.983	192.082	-	-	-	192.082
CMR/70/518 CRADAT	207.002	72.218	6.417	285.637	-	-	-	285.637
CMR/71/005 Instr. Météorolog.	4.495	4.039	1.600	10.134	-	-	-	10.134
CMR/71/010 Aviation Civile	16.318	-	-	16.318	-	-	-	16.318
CMR/72/002 Hydro/Agrométéo.	9.933	28.773	16.983	55.689	-	-	-	55.689
CMR/72/007 Service Document.	-	-	20.150	20.150	-	-	-	20.150
CMR/74/016 Gestion fréquences	-	-	3.480	3.480	-	-	-	3.480
CMR/68/008 Politique Scientif.	30.000	34.182	31.881	96.063	3.000	-	3.000x	99.063
CMR/68/009 Aviation Civile	16.904	163	1.255	18.342	780	-	780v	19.122
CMR/72/003 Exploit. Port Douala	-	-	14.090	14.090	34.460	-	34.460	48.550
Total	484.381	214.905	159.680	858.966	38.240	-	38.240	897.206
2. Projets en cours								
CMR/71/525 ESPT	86.395	236.799	232.520	555.714	406.803	153.070	559.873	1.115.587
CMR/74/012 Contrôle qualité	-	-	-	-	18.500	-	18.500*	18.500
✓ CMR/74/018 Management Recherche	-	-	-	-	63.100	3.000	66.100*	66.100
CMR/75/001 Organ. Méthodes	-	-	-	-	4.800	3.600	8.400	8.400
CMR/75/002 AGRACAM	-	-	-	-	50.400	74.400	124.800	124.800
CMR/75/003 Bourses Aviat. Civile	-	-	-	-	25.200	100.800	126.000	126.000
Total	86.395	236.799	232.520	555.714	568.803	334.870	903.673	1.459.387
3. Projets approuvés non opérat.								
✓ CMR/72/014 Transports routiers	-	-	-	-	-	42.800	42.800°	42.800
CMR/75/007 Météo synoptique	-	-	-	-	9.500	49.600	59.100	59.100
CMR/75/008 Agrométéorologie	-	-	-	-	15.375	61.925	77.303	77.303
CMR/75/009 Télécom. Trait. Données	-	-	-	-	-	23.400	23.400	23.400
✓ CMR/71/003 Législation eau	-	-	-	-	-	-	22.400°	22.400
Total	-	-	-	-	24.875	200.125	225.000	225.000
4. Nouveaux projets								
✓ CMR/75/011 Infrastruct. Aéronaut.	-	-	-	-	-	67.950	67.950	67.950
✓ CMR/73/002 Enquête Consommat.	-	-	-	-	-	35.750	35.750	35.750
✓ CMR/75/013 Planif. Transports	-	-	-	-	6.300	62.000	68.300	68.300
CMR/75 Statist. Agricoles	-	-	-	-	-	89.200	89.200	89.200
CMR/75 Normal. Contrôle	-	-	-	-	-	13.200	13.200	13.200
CMR/75 Radio/Télévision	-	-	-	-	-	133.500	133.500	133.500
Total	-	-	-	-	6.300	401.600	407.900	407.900
TOTAL 1+2+3+4	570.776	451.704	392.200	1.414.680	638.218	936.595	1.574.813	2.989.493

TOTAL RECAPITULATIF

Dépenses et Engagements

(1972 - 1976)

ECONOMIE RURALE	5.404.189
INDUSTRIE	2.012.785
RESSOURCES HUMAINES	6.033.493
RESSOURCES NATURELLES	2.897.594
INFRASTRUCTURE	2.989.493

19.337.554

=====

II - Situation du CIP

(1977 - 1981)

Tous les chiffres sont calculés sur la base de \$36.000 par expert et par an,

Secteur: "ECONOMIE RURALE"

Numéro/Titre du projet	Prévisions					
	1977	1978	1979	1980	1981	TOTAL
1. Projets en cours*						
CMR/72/009 Pédologie, Ekona	50.479	7.200	-	-	-	57.679
CMR/72/010 Pisciculture	204.450	183.350	1.500	-	-	389.300
CMR/74/001 Cuirs et peaux	241.000	109.200	4.800	-	-	355.000
CMR/74/004 Office Céréaliier	64.000	-	-	-	-	64.000
Total	559.929	299.750	6.300	-	-	865.979
2. Nouveaux projets						
CMR/74/006 Feedlot Mbandjock	68.700	62.300	-	-	-	131.000
CMR/71/017 SODENKAM	84.500	88.000	-	-	-	172.500
CMR/ Enseignement Forestier	578.400	308.000	236.000	128.000	56.000	1.306.400
CMR/ Conseiller Techn.Forest.	88.800	36.000	36.000	36.000	36.000	232.800
CMR/ Reconnaiss.Ress.Forest.	6.000	-	-	-	-	6.000
CMR/ Etudes désencl.S-Est	204.000	36.000	-	-	-	240.000
CMR/ Reboisement Nord-Cameroun	287.000	187.375	187.375	187.375	187.375	1.036.500
CMR/ Inventaire ress.Forest.	303.000	141.000	136.000	117.000	93.000	790.000
CMR/ Centre Nkolbisson	230.000	121.550	-	-	-	351.550
CMR/ Collège Coopératif Ebolowa	30.000	66.000	22.000	-	-	120.000
CMR/ Coopératif Garoua	98.000	103.000	39.000	-	-	240.000
CMR/ Coopératif Obala	137.000	187.000	41.000	-	-	365.000
CMR/ Recyclage Coop.Cenadec	47.500	52.500	-	-	-	100.000
Total	2.162.900	1.390.725	697.375	468.375	372.375	5.091.750
TOTAL 1 + 2	2.722.829	1.690.475	703.675	468.375	372.375	5.957.729

* projets opérationnels et/ou approuvés au cours de 1975

Secteur: "INDUSTRIE"

Numéro/Titre du projet	Prévisions					TOTAL
	1977	1978	1979	1980	1981	
<u>1. Projet en cours*</u>						
CMR/75/005 CAPME III	479.199	-	-	-	-	479.199
CMR/75/006 Assistance BCD	146.250	-	-	-	-	146.250
Total	625.449	-	-	-	-	625.449
<u>2. Nouveau projet</u>						
CMR/75/006 Enquête Industrielle Fiches	60.000	-	-	-	-	60.000
TOTAL 1+2	685.449	-	-	-	-	685.449

Secteur: "RESSOURCES HUMAINES"

Numéro/Titre du Projet	Prévisions					
	1977	1978	1979	1980	1981	TOTAL
1. <u>Projets en cours*</u>						
CMR/ IPAR, Yaoundé	400.000	400.000	-	-	-	800.000
CMR/72/017 IPAR, Buéa	300.000	300.000	-	-	-	600.000
CMR/72/018 INE	198.750	167.250	-	-	-	366.000
CMR/72/023 CUSS III	174.200	-	-	-	-	174.200
Total	1.072.950	867.250	-	-	-	1.940.200
2. <u>Nouveaux projets</u>						
CMR/ Réadaptation Handicapés	45.000	-	-	-	-	45.000
Total	45.000	-	-	-	-	45.000
TOTAL 1+2	1.117.950	867.250	-	-	-	1.985.200

Secteur: "RESSOURCES NATURELLES"

Numéro/Titre du Projet	Prévisions					
	1977	1978	1979	1980	1981	TOTAL
1. <u>Projets en cours*</u>						
✓ CMR/74/011 Recherches minières	300.000	300.000	300.000	300.000	300.000	1.500.000
✓ CMR/74/013 Forage d'eau	236.575	-	-	-	-	236.575
Total	536.575	300.000	300.000	300.000	300.000	1.736.575
2. <u>Nouveaux projets</u>						
✓ CMR/75/012 Appui programme Développ. Nord Cameroun	251.850	-	-	-	-	251.850
TOTAL 1+2	788.425	300.000	300.000	300.000	300.000	1.988.425

Secteur: "INFRASTRUCTURE"

Numéro/Titre du Projet	Prévisions					TOTAL
	1977	1978	1979	1980	1981	
<u>1. Projets en cours*</u>						
CMR/71/525 ESPT	150.000	-	-	-	-	150.000
CMR/75/005 Bourses Aviation	18.300	-	-	-	-	18.300
CMR/72/014 Transport routier	30.000	-	-	-	-	30.000
CMR/75/007 Météo synoptique	55.200	24.000	-	-	-	79.200
CMR/75/008 Agrométéorologie	57.600	28.800	-	-	-	86.400
CMR/75/009 Télécomm.Trait.Données	46.200	27.600	-	-	-	73.800
CMR/75/002 AGRACAM	66.000	9.000	-	-	-	75.000
Total	423.300	89.400	-	-	-	512.700
<u>2. Nouveaux projets</u>						
CMR/73/002 Enquête consommation	50.000	40.000	-	-	-	90.000
CMR/75/013 Planification Transports	18.900	-	-	-	-	18.900
CMR/ Statistiques agricoles	39.600	3.600	2.700	-	-	45.900
CMR/ Normalisation/Contrôle	211.500	160.900	-	-	-	372.400
CMR/75/010 Radiotélévision	6.500	-	-	-	-	6.500
Total	326.500	204.500	2.700	-	-	533.700
TOTAL 1+2	749.800	293.900	2.700	-	-	1.046.400

TOTAL RECAPITULATIF

des prévisions

(1977 - 1981)

ECONOMIE RURALE	5.957.729
INDUSTRIE	685.449
RESSOURCES HUMAINES	1.985.200
RESSOURCES NATURELLES	1.988.425
INFRASTRUCTURE	1.046.400

11.663.203

Coûts additionnels 2.980.336

Soit 14.643.539

=====

III - Fiches Techniques des Projets Nationaux

- ECONOMIE RURALE

Fiche de synthèse
pour un nouveau projet

1. Numéro/Titre du projet : CMR/75/...
Etudes préparatoires à une voie de désenclavement du Sud-Est.
2. Agence d'exécution désignée : FAO
3. Date d'initiation/Durée : Phase I : 11 mois
Phase II: 25 mois
à partir du 1er février 1976
4. Objectifs immédiats et à long terme:
Mettre en valeur les ressources naturelles importantes de la zone Sud-Est du Cameroun, actuellement hors de portée économique des marchés de consommation et d'exportation.
 - a) Immédiats:
 - Entreprendre une étude comparative des différentes solutions qu'il est possible d'envisager sur le transport le plus économique des produits de cette région vers les marchés et les ports d'exportation
 - définir la valeur socio-économique de la voie de désenclavement;
 - placer l'étude comparative dans le cadre de l'élaboration du plan régional et national d'aménagement du territoire, en tenant compte non seulement des ressources forestières, mais aussi d'autres produits et des conséquences que ne manquera pas d'entraîner la réalisation de cette voie de désenclavement;
 - Si le résultat des études ci-dessus apporte des conclusions favorables à la solution "Route lourde", dont une étude a déjà été effectuée dans le cadre de la mission d'évaluation, il conviendrait de préciser encore mieux les coûts des projets et constructions pour servir de base à l'établissement d'un dossier de financement.
 - b) A long terme:
 - Désenclaver la région du Sud-Est du Cameroun vers l'Océan, par la construction d'une voie d'accès pour les transports lourds;
 - permettre la mise en valeur du massif forestier au Sud-Est, actuellement à peu près inaccessible;
 - mettre fin à l'exploitation extensive par les voies fluviales qui mène à l'appauvrissement de la forêt et à la perte de plusieurs milliards par an sur les transports fluviaux et taxes de transit;
 - développer l'agriculture dans les zones devenues accessibles;
 - relever le niveau de vie des habitants de la région.
5. Prévisions financières du Programme:
 - a) A la charge du PNUD (en dollars des E.U.)

1976	1977/1978	Répartition annuelle: à déterminer
48.000	240.000	
 - b) A la charge du Gouvernement : à déterminer
6. Observations additionnelles: En plus d'une assistance technique de la part du PNUD, le désenclavement de la zone du Sud-Est du Cameroun nécessitera d'autres financements pour compléter les activités préparatoires. Il s'agirait de sous-traiter les projets suivants: projet pilote pour l'évaluation du coût comme base de financement; préprojet Pont Dja; préétude portuaire; nouvelles estimations de coûts projet et constructions; préparation cahier de charges; études économiques complémentaires; coordination des dossiers de financement et d'appel d'offres pour un total de: 737.000 dollars E.U.

III - Fiches Techniques des Projets Nationaux

INDUSTRIE

-Commerce et Tourisme-

Fiche de synthèse
pour un nouveau projet*

1. Numéro/Titre du projet : CMR/75/006
Assistance à la Section P.M.E. de la
Banque Camerounaise de Développement
2. Agence d'exécution : PNUD, avec l'association de la
Banque Mondiale
3. Date d'initiation/Durée : 24 mois: Octobre 1975 - Octobre 1977
4. Objectifs immédiats et à long terme:
 - a) Immédiats:
 - renforcer la section PME de la BCD de manière à l'aider dans la mise en application d'une ligne de crédit de \$ 6.000.000 accordé par l'Association Internationale de Développement, conjointement avec la Caisse Centrale de Coopération Economique, destinée à financer les investissements des P.M.E. au Cameroun.
 - b) A long terme:
 - favoriser l'essor des Petites et Moyennes Entreprises camerounaises qui contribuent directement à la richesse nationale.
5. Prévisions financières du programme:
 - a) A la charge du PNUD (en dollars des E.U.)

<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>Total:</u>
27.000	108.000	81.000	216.000 **

** chiffre sur la base du coût proforma de \$ 36.000 par expert et par an.
 - b) A la charge du Gouvernement (en francs CFA)

<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>Total:</u>
9.930.000	17.720.000	13.290.000	40.940.000
6. Situation actuelle du projet:

Le document de projet a fait l'objet de l'accord de principe de la part du PNUD. Le Gouvernement a maintenant approuvé les candidatures qui lui ont été soumises pour approbation. Le démarrage des activités est attendu incessamment.

*Projet approuvé mais non encore opérationnel.

III - Fiches Techniques des Projets Nationaux

RESSOURCES HUMAINES

Fiche de synthèse
pour un projet en cours d'exécution

1. Numéro/Titre du projet : CMR/72/022
Assistance en matière de Défense Sociale
2. Date d'initiation/Durée : 28 mois:
1er septembre 1973 - 18 décembre 1975
3. Objectifs immédiats et à long terme:
 - a) Immédiats:
 - Formation du personnel médico-social et judiciaire (Officiers de police judiciaire)
 - Formation homologue,
 - Mise sur pied d'une procédure socio-administrative pour suivre les prostituées, suivant l'approche sociale.
 - Supervision du personnel social des Centres Sociaux,
 - Mise sur pied d'une procédure aux fins de suivre les délinquants mineurs, sous régime de liberté surveillée.
 - b) A long terme:
 - Elaboration d'une loi sur la protection de la famille et proposition de loi sur la prostitution et les maladies vénériennes,
 - réunion avec des commissions interministérielles pour la mise en application de ces lois,
 - mise sur pied d'un programme d'éducation relatif aux maladies vénériennes,
 - création du home pour jeunes filles prostituées, et création d'ateliers de réadaptation sociale pour ces mêmes jeunes filles,
 - mise sur pied du programme d'éducation sexuelle,
 - création d'une bibliothèque sociale.

4. Prévisions financières du programme:

a) A la charge du PRUD (en dollars des E.U.)

<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>Total:</u>
10.000	37.950	0.250	56.200

b) A la charge du Gouvernement (en francs CFA)

<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>Total:</u>
chiffre non disponible	2.055.301	684.434	2.739.735

5. Situation actuelle du projet:a) Situation financière:i) Montant et répartition approuvés de la contribution du PNUD
(en dollars des E.U.)

. Montant total: 112.707

. Répartition :

<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>
8.750	29.977	47.600	26.380

. Différence entre dépenses effectives et prévisions:

-1.250	-7.973	+39.350	+26.380
--------	--------	---------	---------

ii) Montant et répartition approuvés de la contribution du
Gouvernement (en francs CFA)

. Montant total: 2.997.131

. Répartition :

<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>
-	872.990	1.381.093	743.048

. Différence entre dépenses effectives et prévisions:

-	-1.182.311	+696.659	+743.048
---	------------	----------	----------

b) Etat d'avancement:

L'état d'avancement du projet est satisfaisant.

En effet, le plan de travail a été suivi point par point.

Pourtant, il y a lieu de noter que le travail a connu un handicap du fait de la restructuration du Ministère des Affaires Sociales, ce qui cause un réel problème de contact avec l'Administration Centrale. De plus, un manque de budget de la part des Affaires Sociales a également freiné les activités.

c) Réalisations concrètes importantes:

- Etude sur le problème de la prostitution à Douala par l'Expert consultant Mme Diallo,
- Etude sur le comportement sexuel des jeunes filles dans les Centres Sociaux de Douala,
- Projet de loi sur la protection de la famille,
- Projet de loi sur la répression de la prostitution et des maladies vénériennes,
- Critique du projet de loi élaboré par le Ministère de la Justice sur la délinquance juvénile (code de procédure pénale),
- Avant-projet pour la construction du home et des ateliers pour la protection de la jeune fille,
- Participation de l'expert en Défense Sociale à l'élaboration du IV^e Plan: Secteur Social,
- Etablissement de projet de fiches d'enquête sur les prostituées et de fiches de supervision,
- Recyclage du personnel médico-social août 1974,
- Stage pour l'homologue à l'étranger

d) Problèmes et insuffisances notables et leur incidence sur l'exécution du projet:

Grâce à ce projet, les problèmes de prostitution et de délinquance juvénile, ont pu être repensés à un haut niveau. Pourtant, il est difficile de parler d'efficacité dans une action sociale où l'efficacité se contrôle surtout par un changement de mentalité.

Par contre, le PNUD n'a pas pleinement joué son rôle entre les différents projets pouvant avoir une certaine relation avec le projet de Défense Sociale.

La contrepartie du Gouvernement n'est évidemment pas suffisante, notamment du point de vue financier

e) Activités connexes et liens interdisciplinaires avec les autres projets nationaux ou régionaux.

Actuellement, il n'y a quasiment pas de liens interdisciplinaires avec les autres projets, mais des contacts ont été pris avec le BIT, notamment pour la création des ateliers.

Pour la formation et la construction du home et des ateliers, il serait souhaitable d'entrer en relation avec les experts de l'UNESCO.

6. Evaluation du projet.

a) Appréciation générale.

Il est très difficile d'évaluer l'utilité d'un pareil projet. Il est évident que le Gouvernement porte un intérêt aux problèmes de la famille et de la moralité des citoyens.

En effet, il attache une grande importance à l'investissement humain, et la prostitution est une entrave à ce sujet.

La prostitution diminuera avec le développement économique du pays, mais ce développement sera ralenti par une trop grande prostitution.

Il est certain que le Gouvernement désire que ce projet continue, c'est dans ce but que l'homologue de l'expert sera désigné à un poste important de gestion au problème de la prostitution.

b) Evaluation du point de vue qualitatif:

Il y a un problème en ce qui concerne la qualité des apports des Affaires Sociales, en personnel, plus particulièrement le personnel chargé concrètement de la gestion des questions de la prostitution, qui n'est pas assez formé.

c) Evaluation du point de vue quantitatif:

Mêmes remarques que ci-dessus, en ajoutant que le PNUD a rempli ses obligations.

7. Solutions et ajustements recommandés:

a) Conclusions et recommandations des révisions tripartites

Le projet a fait l'objet d'une réunion tripartite le 31 mars 1975. Les conclusions ont été consignées dans un procès-verbal et sont reprises dans le document de révision de projet, faisant suite à cette révision, comme suit:

- fin de rédaction de la loi sur la protection de la famille,
- réalisation du projet d'éducation sexuelle,
- supervision des méthodes d'éducation des prostituées,
- recherche des méthodes, lutte anti-vénérienne,
- préparation d'une formation en défense sociale pour la police,
- étude de la prostitution dans les autres villes du Cameroun.

Ces conclusions ont une incidence budgétaire sur:

- la prolongation du contrat de l'expert,
- le départ de l'homologue en stage,
- l'étude et l'avant-projet pour la création du Centre d'Accueil pour les prostituées et des ateliers,
- l'achat du matériel pour l'éducation et la lutte contre le péril vénérien,
- la création d'une bibliothèque de défense sociale.

Création du home et des ateliers pour jeunes filles prostituées

Il y aurait lieu dans ce cadre de désigner un ou plusieurs cadre du BIT, aux fins de:

- déterminer les ateliers les plus intéressants à créer au Cameroun, compte tenu de l'économie de Douala et du Cameroun,
- mettre au point des méthodes de formation à ces métiers,
- définir pour ces métiers, les compétences des enseignants ou des experts qui auront pour mission de lancer les ateliers et former les homologues. Cette proposition serait faite en connaissant les possibilités de recrutement sur place,
- donner un avis sur les possibilités de commercialisation des produits de ces ateliers.

Il y aurait deux sortes d'assistance proposées: un consultant du BIT et des experts pour la formation professionnelle, l'agence d'exécution pourrait être le BIT.

Il serait souhaitable également de demander une assistance à l'UNESCO pour la construction du home et des ateliers.

b) Actions spécifiques requises:

A l'issue de la dernière réunion tripartite du 26 novembre 1975, le contrat de l'expert a été prolongé de 6 mois à compter du 18 décembre 1975; un accord a également été obtenu du PNUD pour le financement jusqu'à concurrence de 4.000 \$ du matériel audiovisuel pour une action préventive contre les maladies vénériennes. Une révision du document de projet sera établie en tenant compte de ces nouveaux éléments.

En ce qui concerne la prise en charge du complexe home-ateliers pour jeunes filles (dont le montant reste à établir) ainsi que de la bibliothèque de 500 manuels (dont le coût s'élève à 5.000\$) une requête sera probablement introduite par le ministère des Affaires Sociales.

Au cas où le ministère de l'Economie et du Plan déciderait de présenter cette requête au PNUD, ce dernier ne pourra la prendre en considération que dans le cadre du prochain cycle de Programmation 1977-1981.

Fiche de synthèse
pour un projet en cours d'exécution

1. Numéro/Titre du projet : CMR/74/007
Bourses d'Etudes à l'Ecole des Cadres
de Douala- Institut Panafricain pour
le Développement (IPD)
2. Date d'initiation/Durée; 24 mois: novembre 1974 - novembre 1976
3. Objectifs immédiats et à long terme:
 - a) Immédiats:
 - assurer la formation de 4 cadres camerounais, dont 3 en matière de développement régional et planification, et un dans le domaine de management des entreprises et coopératives.
 - b) A long terme:
 - Le Cameroun poursuit en ce moment une politique active de développement économique, social et culturel. Pour ce faire et pour mener à bien cet objectif, le pays a besoin de cadres spécialisés, capables de prendre en charge l'action à poursuivre dans les populations, en vue de leur promotion et de l'amélioration de leurs conditions de vie.
4. Prévisions financières du programme:
 - a) A la charge du PNUD (en dollars des E.U.)

<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>Total:</u>
3.200	19.200	16.000	38.400
 - b) A la charge du Gouvernement:
N I L
6. Evaluation du projet:

Les étudiants ont entamé leurs études à l'IPD en novembre 1974

Fiche de synthèse
pour un nouveau projet *

1. Numéro/Titre du projet : CMR/75/004
Informatique et Organisation en
Sécurité Sociale.
2. Agence d'exécution : O.I.T.
3. Date d'initiation/Durée: 12 mois: octobre 1975 - octobre 1976
4. Objectifs immédiats et à long terme:
- a) immédiats:
- optimisation des programmes existants,
 - réorganisation de la circulation des informations à l'intérieur des différentes unités de production,
 - rationalisation des liaisons avec le service central de l'Informatique,
 - formation technique et pratique des cadres et employés de la CNPS,
 - mise en place d'un bureau d'organisation et Méthodes et d'une cellule d'analyse (conception et application) et de programmation propres à la CNPS.
- b) à long terme:
- mécanisation de toutes les activités de la CNPS et utilisation de l'ordinateur à distance.
5. Prévisions financières du Programme:
- a) à la charge du PNUD (en dollars des E.U.)
- | <u>1975</u> | <u>1976</u> | <u>Total</u> |
|-------------|-------------|--------------|
| 9.200 | 31.100 | 40.300 |
- b) à la charge du Gouvernement (en francs CFA)
- | <u>1975</u> | <u>1976</u> | <u>Total</u> |
|-------------|-------------|--------------|
| 782.767 | 3.068.301 | 3.851.068 |
6. Situation actuelle du projet:
- Etat d'avancement:
- Le Gouvernement a déjà signé le document de projet (21 novembre 1975). Une candidature a été soumise au Gouvernement, pour approbation.

* Projet approuvé, mais non encore opérationnel.

III - Fiches Techniques des Projets Nationaux

RESSOURCES NATURELLES

Fiche de synthèse
pour un projet en cours d'exécution

1. Numéro/Titre du Projet : CMR/74/011
Recherches Minières dans la Série du Dja
(Sud-Est Cameroun) 1ère Phase

2. Date d'initiation/Durée : 18 mois: novembre 1975-mai 1976

3. Objectifs immédiats et à long terme:

a) Immédiats:

ts

- Etudier et sélectionner les méthodes de prospection minière à utiliser de façon systématique, en vue de vaincre les énormes difficultés qui se présentent sur le terrain (forêt dense, faible réseau de communication, mauvaises observations géologiques dues à la végétation, etc.);
- exécuter un programme de recherche minière d'essai, en vue de déterminer les régions et les zones favorables à priori et établir un programme de recherche minière pour la phase II;
- étudier les problèmes logistiques en phase I et développer un programme technique en vue de l'approvisionnement du projet en matériel et en vivres, et de l'établissement d'un camp de base.
- étudier les possibilités techniques de transport et de communication dans la région (utilisation d'un hélicoptère, choix des sites d'héliports et plan rationnel de l'utilisation de l'appareil, choix des types d'embarcation, etc.) et en fonction des renseignements obtenus, commander les équipements nécessaires à la deuxième phase.

b) A long terme:

- donner un essor important aux industries extractives qui sont encore peu développées au Cameroun;
- aménager le territoire dans le Sud-Cameroun, par l'intermédiaire de l'industrie minière, qui entraînera ainsi le développement de l'industrie forestière et de l'infrastructure.

4. Prévisions financières du Programme:

a) A la charge du PNUD (en dollars des E.U.)

<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>Total</u>
66.100	240.000	314.100

b) A la charge du Gouvernement (en francs CFA)
(en espèces et en nature)

<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>Total:</u>
16.800.000	32.744.000	49.544.000

CMR/74/011 (2)

5. Situation actuelle du projet:

a) Situation financière

- Les activités du projet ont démarré en novembre 1975, avec le briefing du Directeur du projet à New York, Ottawa et Marseille.
- Apports multilatéraux, bilatéraux ou autres existants ou prévus: Ce projet fait suite à la prospection magnétique aéroportée et à l'étude photogéologique qui ont été réalisées dans le cadre "assistance bilatérale canadienne".

b) Etat d'avancement:

Les activités du projet ont commencé en novembre 1975, mais celles-ci n'ont pas encore démarré sur le terrain.

c) Problèmes et insuffisances notables et leur incidence sur l'exécution du projet:

Nomination retardée du Directeur de projet, par l'Organisation chargée de l'exécution.

7. Solutions et ajustements recommandés:

a) Mesures proposées pour le renforcement des liens entre le projet et les autres projets nationaux et régionaux:

Il est envisagé d'étendre les activités du projet CMR/72/008

"Projet forestier" au Département Boumba Ngoko et d'étudier la possibilité de construire une voie de communication qui reliera Yokadouma à Kribi, pour évacuer les grumes et éventuellement, les produits miniers du Sud.

Pour résoudre les problèmes de développement à long terme du Sud-Cameroun, un programme de développement intégré doit être envisagé, fondé sur une approche pragmatique qui consiste à préconiser graduellement une série d'actions et d'activités, dans le cadre d'un programme cohérent et multidisciplinaire et à établir des liens entre les divers projets existants ou prévus, de façon à les intégrer dans ce programme.

b) Assistance continue ou future préconisée:

Le projet actuellement en cours de réalisation est prévu en deux phases qui s'étendront sur une période d'environ cinq ans.

La première phase est caractérisée par des activités préparatoires à la phase opérationnelle proprement dite.

La deuxième phase, pour laquelle la contribution du PNUD est estimée à environ un million et demi de dollars, sera imputée sur le CIP qui ira de 1977 à 1981.

- - - -

Fiche de synthèse
pour un projet en cours d'exécution

1. Numéro/Titre du projet : CMR/74/013
Forage d'eau et puisaterie dans le Nord.
2. Date d'initiation/Durée: 35 mois
novembre 74-juillet 75(phase préparatoire)
août 75 - septembre 77(phase opérationnelle)
3. Objectifs immédiats et à long terme:
- a) immédiats:
- former le personnel de service hydrogéologique, Garoua, sur les sondeuses et sur le matériel de puisaterie,
 - exécuter un programme en forage dans la plaine du Logone-Chari, Mayo-Danaï, Diamaré au nord du Margui-Wandala, ainsi que dans le socle cristallin des départements du Margui-Wandala, Diamaré et Benoué,
 - continuer l'exécution d'un programme de creusement et approfondissement des puits,
 - procéder à la réfection des puits déjà existants,
 - exécuter le programme de reconnaissance scientifique de l'ancien projet CMR/71/516.
- b) à long terme:
- Aider le Gouvernement à améliorer les techniques et à intensifier le rythme de l'exploration, de l'exploitation et de l'utilisation des eaux souterraines dans le Nord Cameroun.
4. Prévisions financières du programme:
- a) A la charge du PNUD (en dollars des E.U.)
- | 1975 | 1976 | 1977 | Total: |
|---------|---------|---------|-----------|
| 890.090 | 515.650 | 236.575 | 1.642.315 |
- b) A la charge du Gouvernement (en francs CFA)
(en nature et en espèces)
- | 1975 | 1976 | 1977 | Total |
|-------------|-------------|------------|-------------|
| 112.532.000 | 103.265.000 | 93.955.000 | 309.752.000 |
5. Situation actuelle du projet:
- Etat d'avancement:
- Le projet CMR/74/013, qui est essentiellement une opération d'exploitation des ressources hydrogéologiques, prend la succession du projet CMR/71/516. Le présent projet a démarré avec une phase préparatoire en novembre 1974 et se trouve actuellement dans sa phase opérationnelle. Un nombre appréciable des apports du PNUD a déjà été fourni au projet (quatre experts, personnel local, équipement de forage) bien que le document n'ait pas encore été signé par les parties intéressées, et ceci, dans le but d'accélérer la campagne de forage et de puisaterie. Par mesure exceptionnelle, le Siège a autorisé la création d'un comité local pour l'achat sur place du matériel considéré comme indispensable à la bonne marche du projet. Au total, y compris la sondeuse Stenuick 66 le PNUD a déjà versé au projet un montant de \$ 417.658 (93.973.050 FCFA).

Fiche de synthèse
pour un nouveau projet *

1. Numéro/Titre du projet: CMR/75/012
"Assistance au Programme de Développement intégré du Nord-Cameroun"
2. Agence d'exécution : PNUD
Agences associées: NU, FAO, UNESCO, OIT, OMS, UNICEF, UNEP, UNIDO, PAM.
3. Date d'initiation/Durée: 1er janvier 1976 - 31 décembre 1977
4. Objectifs:
 - a) à long terme:
 - i) Promouvoir un programme intégré de développement dans le Nord-Cameroun, par l'utilisation rationnelle, la conservation, la régénération et le développement des ressources dans cette région par le biais d'un plan d'action pratique.
 - ii) Renforcer les structures locales chargées de préparer et de veiller à l'exécution des projets et programmes de développement économique et social dans le Nord-Cameroun.
 - b) immédiats:
 - i) Dresser un inventaire détaillé des ressources, problèmes et activités.
 - ii) Aider à la préparation d'un programme coordonné d'activités.
 - iii) Introduire un système moderne de planification, contrôle et évaluation.
 - iv) Etablir un programme de formation.
 - v) Identifier les activités nouvelles que les organisations du Système des Nations Unies pourraient entreprendre dans la région.
5. Prévisions financières du programme:
 - a) à la charge du PNUD (en dollars des E.U.)

1976	1977	Total
302.000	251.850	553.850
 - b) à la charge du Gouvernement (en francs CFA)
à déterminer
6. Situation actuelle du projet: A la suite de certaines réactions favorables, un document préliminaire de projet a été préparé et soumis aux autorités concernées pour avis et commentaires. Ces derniers, aussitôt reçus, contribueraient à la rédaction de la version finale du document de projet. Les résultats des discussions sur l'Aménagement du Bassin du Logone auraient également des incidences sur la préparation du document final.
7. Mesures recommandées:
Poursuivre les consultations sur ce projet que le bureau du PNUD considère comme vital pour l'efficacité des interventions dans le Nord-Cameroun.

* Projet non encore officiellement sollicité par le Gouvernement et dont le document, dans sa version finale, n'a pas encore été préparé.

III - Fiches Techniques des Projets Nationaux

INFRASTRUCTURE

Fiche de synthèse
pour un projet en cours d'exécution

1. Numéro/Titre du projet : CMR/74/018
Management de la Recherche et Développement
2. Date d'initiation/Durée : 1er février 1975 - 31 janvier 1976
3. Objectifs immédiats et à long terme:

a) immédiats:

- assister le Directeur Général de l'ONAREST dans la conception et la mise au point des procédures et mécanismes généraux de coordination de la recherche,
- aider les Divisions de la Direction Générale dans la définition des programmes de travail en matière de promotion scientifique, d'études technologiques, de programmation et de budgétisation de la recherche, de documentation, de publications, de contrôle, d'exécution et de mesures de follow up pour l'application des résultats,
- assister à la mise en place effective des Instituts et organiser les processus de programmation de la recherche dans ces Instituts
- préparer la mise en place du système d'information scientifique et technique pour le futur projet du Centre National d'Enquêtes, de Documentation et d'Information Scientifique et Technique (CEDIST).

b) à long terme:

L'objectif à long terme est de permettre à l'ONAREST de devenir pleinement opérationnel avec un système de management souple, efficace, économe, afin de répondre de manière rapide et pertinente aux besoins exprimés par le plan national de développement.

4. Prévisions financières du programme:

a) à la charge du PNUD (en dollars des E.U.)

<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>Total</u>
63.100	3.000	66.100

b) à la charge du Gouvernement (en francs CFA)

<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>Total</u>
13.000.000	1.000.000	14.000.000

5. Situation actuelle du projet:

a) Situation financière:

- PNUD (en dollars E.U.)

	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>Total</u>
i) dépenses effectives:	42.100	-	42.100
ii) engagements :	5.000	-	5.000
iii) prévisions :	1	14.000	14.000
Total dépenses.:	-47.100	-14.000	-61.100
Budget approuvé:	63.100	3.000	66.100
Différence :	+16.000	-11.000	+ 5.000

- Gouvernement (situation financière)
(pour mémoire: conforme aux prévisions).

6. Evaluation du projet:

a) Appréciation générale:

Ce projet est dans une situation spéciale. Il constitue un appoint à la Direction Générale d'une grande organisation nationale. Son évaluation doit comporter deux volets: le premier concerne les réalisations du projet dans le cadre de l'Organisation d'accueil, le second concerne cette organisation d'accueil (ONAREST) vis-à-vis du développement du pays.

Concernant les réalisations du projet au sein de l'institution nationale, on peut se référer aux objectifs qui ont été fixés:

- i) procédures et mécanismes généraux de coordination de la recherche: Actuellement, les projets de textes suivants sont prêts: Règlement intérieur général, statut du corps de la recherche, conseil scientifique, Comités de Direction;
- ii) programme de travail des Divisions centrales: Cinq plans d'action ont été élaborés de façon détaillée et étudiés au cours de nombreuses réunions à la Direction Générale. L'expert a en outre contribué à la réalisation d'une étude financière indispensable à l'examen du budget 1975/1976 de l'Office;
- iii) mise en place des instituts et programmation de la recherche: cet objectif incombe bien entendu au premier chef aux Directeurs des Instituts et à leurs collaborateurs. L'assistance de l'expert s'effectue sous forme de conseils spécifiques et ponctuels à la Direction Générale, sur demande. Il y a lieu de mentionner que la mission du consultant en organisation de la recherche industrielle a été différée, sur la demande du Directeur de l'Institut de Recherches Industrielles et Technologiques;
- iv) préparation de la mise en place du CEDIST: Comme prévu, deux consultants sont venus pour 3 semaines chacun, effectuer une étude sur la factibilité du projet. Leur rapport est attendu. Par ailleurs, le responsable national en la matière a, comme convenu, effectué un voyage de recyclage et d'information à l'extérieur pour 6 mois (voyage financé par le projet et organisé par l'Agence d'exécution).

Dans l'ensemble, on peut dire que l'apport du projet à la structure nationale d'accueil a été bien défini quant aux objectifs mais de façon nettement insuffisante quant aux moyens prévus. Toutefois, compte tenu de nombreuses contraintes et goulots d'étranglement rencontrés lors de la réalisation, on peut estimer qu'un apport plus massif n'aurait pas pu être complètement mis à profit au cours de cette année qui s'achève.

Quant à l'évaluation de l'institution d'accueil (l'ONAREST) dans le contexte national, on pourra se référer au rapport annuel du Directeur Général de l'Office qui est sous presse. Disons ici que la création de cet Office répond à un objectif stratégique poursuivi par le Gouvernement depuis de nombreuses années, qui est de doter le pays d'un instrument capable de conduire au développement auto-centré, grâce à l'effort scientifique et technique interne. Cet Office ne remplira sa mission que par étapes. Cela nécessitera encore des années d'efforts soutenus de rationalisation, d'organisation et d'apprentissage.

b) Evaluation du point de vue qualitatif et quantitatif et difficultés rencontrées:

Compte-tenu de la modicité des apports du PNUD en regard des apports nationaux à la Direction Générale de l'ONAREST, la contribution du projet ne peut qu'être essentiellement qualitative. On peut la comparer à un effet de catalyseur. Toutefois, elle est loin d'être négligeable sur le plan quantitatif, en terme de volume de travail produit. Mais les évaluations sont très difficiles dans ce type d'assistance intégrée. De nombreux facteurs impondérables doivent entrer en ligne de compte, à fortiori, dans le cadre unilatéral de cette fiche, elles n'auraient aucune signification.

7. Solutions et ajustements recommandés:

a) Conclusions et recommandations de la réunion tripartite (Res Rep, D.G. ONAREST, C.T.P. du 17/11/1975)

- i) L'assistance du PNUD sous forme d'un Conseiller Technique auprès du Directeur Général de l'ONAREST, qui était utile durant la première année de mise en place de l'Office, doit prendre fin à la date prévue, soit au 31 janvier 1976.
- ii) En revanche, cette assistance pourrait être poursuivie sous une forme beaucoup plus spécialisée, dans des domaines bien délimités et bien identifiés.
- iii) Il est entendu que l'apport du PNUD, en dehors de ce projet, sera porté en priorité vers le développement scientifique proprement dit des instituts de l'Office.

b) Conclusions et recommandations additionnelles:

Il apparaît souhaitable que l'apport du PNUD à la Direction Générale de l'ONAREST en matière de Management de la R. & D. ne se fasse plus par des missions d'assistance technique de longue durée. Mais que cet apport puisse s'effectuer désormais sous quatre formes principales:

- financement des études sous-traitées en matière d'organisation et méthode,
- bourses de formation,
- réserve budgétaire pour des missions de consultants de courte durée,
- réserve budgétaire pour l'acquisition d'équipement.

c) Modifications et mesures proposées:i) Modifications spécifiques proposées:

Il appartient au Gouvernement de décider, le moment venu, s'il y a lieu de mettre en place une deuxième phase du projet CMR/74/018 "Management de la R.&D." se conformant aux conclusions mentionnées plus haut. Les composantes d'une telle nouvelle phase seraient déterminées par la suite.

ii) Renforcement des liens avec les autres projets nationaux ou régionaux:A- Relations de coopération avec les projets suivants:

RAF/70/009 IFORD
CMR/75/012 Développement intégré Nord-Cameroun
CMR/72/008 Projet Forestier
CMR/72/009 Pédologie Ekona
CMR/72/010 Pisciculture
CMR/74/013 Eaux souterraines
CMR/74/011 Recherches Minières
CMR/74/012 Normalisation et contrôle qualité
CMR/72/010 INE

B- Relations d'information avec les projets suivants:

RAF/70/186 Recensement agricole
RAF/74/056 Ecole de Faune de Garoua
RAF/74/062 OAMPI
CMR/72/025 Parcs de savane
CMR/73/004 ENSA
CMR/72/021 Aliments protéovitaminés
CMR/72/024 Eradication du goître endémique
CMR/74/006 Feedlot Mbandjock
CMR/.. Statistiques agricoles
CMR/.. Reboisement du Nord
CMR/72/023 CUSS
CMR/71/004 Recherche substances nucléaires
CMR/73/002 Enquête consommation des ménages
CMR/75/008 Agrométéorologie
CMR/72/017 IPAR-Buéa
CMR/72/019 Production manuels scolaires
CMR/73/003 IPAR-Yaoundé
CMR/74/014 Planification de l'Education
CMR/72/001 Recensement de la population
CMR/72/003 Etudes sur la fertilité.

iii) Coopération entre les Nations Unies et les autres sources d'aide: Une telle coopération est souhaitable, elle peut être informelle ou formelle. Dans ce dernier cas, il est nécessaire que le Gouvernement qui peut être représenté par le Ministère de l'Economie et du Plan, assisté du Directeur Général de l'ONAREST, en prenne l'initiative.a) Assistance continue ou future préconisée: A examiner à la fin de la présente phase du projet, dans le cadre des réunions sectorielles, de janvier et de synthèse, de février 1976,b) Actions spécifiques requises: Rapport final CMR/74/018 Phase I, en décembre 1975 (analyse, conclusions et recommandations)

Fiche de synthèse
pour un projet en cours d'exécution

1. Numéro/Titre du projet : CMR/75/001
Assistance au Service Central-Organisation
et Méthodes (SCOM)
(Bourses en formation des Conseillers en
Organisation Administrative)

2. Date d'initiation/Durée : 6 mois: Septembre 1975-mars 1976

3. Objectifs immédiats et à long terme:

a) Immédiats:

- Aider le Service Central d'Organisation et Méthodes à s'étoffer en personnel hautement qualifié.

b) A long terme:

- Aider le Gouvernement à rendre le Secteur public, qui représente près du tiers de l'économie nationale, plus efficace par l'application des méthodes et techniques modernes de gestion d'affaires.

4. Prévisions financières du programme:

a) à la charge du PNUD (en dollars des E.U.)

<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>Total:</u>
4.800	3.600	8.400

b) à la charge du Gouvernement (en francs CFA)

<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>Total:</u>
1.880.000	1.410.000	3.290.000

5. Situation actuelle du projet:

- Etat d'avancement:

Le projet a démarré en septembre 1975, avec le départ d'un boursier pour Paris. Un autre candidat doit être désigné, en remplacement du Directeur du SCOM, appelé à d'autres fonctions par décret du Chef de l'Etat.

- Problèmes et insuffisances notables et leur incidence sur l'exécution du projet.

Il faut nommer un candidat pour bénéficier de la bourse.

Fiche de synthèse
pour un nouveau projet*

-
1. Numéro/Titre du projet : CMR/72/014
Code des Transports routiers
 2. Agence d'exécution désignée : Nations Unies (Bureau de Coopération Technique)
 3. Date d'initiation/Durée : Janvier 1976: Deux ans
 4. Objectifs immédiats et à long terme:
 - a) Immédiats:
 - Aider le Gouvernement à rédiger un code routier unique, résultant de la refonte des législations routières du Cameroun Oriental et du Cameroun Occidental, et de mettre au point l'organisation de la Société Camerounaise de Transports Routiers.
 - b) Objectif à long terme:
 - Aider le Gouvernement: à normaliser les conditions du trafic routier, à l'organiser sur des bases rationnelles et économiques, en liaison avec les trafics ferroviaire, fluvial et portuaire.
 5. Prévisions financières du Programme: (budget primitif réparti sur les années 1976-1977)
 - a) A la charge du PNUD (en dollars des E.U.)

<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>Total:</u>
42.800	30.000	72.800
 - b) A la charge du Gouvernement (en francs CFA)

<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>Total:</u>
3.825.000	3.275.000	7.100.000
 6. Situation actuelle du Projet:

L'expert du projet a reçu l'agrément du Gouvernement Camerounais et entrera en fonctions en janvier 1976. Des liens étroits doivent être établis entre ce projet et le projet CMR/75/013: "Planification des Transports", dont le démarrage est prévu pour le premier trimestre 1976

* Projet approuvé, mais non opérationnel.

Fiche de synthèse
pour un nouveau projet *

1. Numéro/Titre du projet : CMR/73/002
Assistance à une enquête
budget-consommation
(Assistance préparatoire)
2. Agence d'exécution désignée: Bureau de Coopération Technique
des Nations Unies
3. Date d'initiation/Durée : 6 mois: Janvier 1976
4. Objectifs immédiats et à long terme:
 - a) Immédiats:
Phase préparatoire: inclure au projet une méthodologie pour une
enquête budget-consommation des ménages,
Phase opérationnelle: exécuter et exploiter l'enquête proprement
dite,
former des enquêteurs.
 - b) A long terme:
- Saisir les revenus et les dépenses des ménages camerounais,
en vue du calcul d'un indice des prix de détail à la consomma-
tion, et de mettre au point une méthodologie pour des enquêtes
permanentes nécessaires à la confection du compte de l'agent
ménage, de la Comptabilité Nationale.
5. Prévisions financières du Programme:
 - a) A la charge du PNUD (en dollars des E.U.)

<u>1976</u>	<u>Total:</u>
35.750	35.750
 - b) A la charge du Gouvernement (en francs CFA)

<u>1976</u>	<u>Total:</u>
7.250.000	7.250.000
6. Etat d'avancement:
Le projet démarrera en Janvier 1976, dans le cadre d'une assistance
préparatoire. L'expert du projet a déjà reçu l'agrément du Gouvernement
7. Mesures proposées pour la bonne formulation.
L'expert du projet sera chargé de rédiger, en étroite coopération
avec toutes les parties intéressées, le document de projet définitif.
Dans l'ensemble du projet (y compris la phase préparatoire) l'assis-
tance du PNUD portera sur les services d'un expert d'une durée de
30 mois, la fourniture des équipements et la formation des cadres
nationaux. Le coût total du projet s'élèvera à environ 134.000 \$

* Projet officiellement sollicité par le Gouvernement et dont le
document n'a pas encore été signé par les parties intéressées.

Fiche de synthèse
pour un nouveau projet

1. Numéro/titre du projet : CMR/75/013
Planification des Transports (II^e phase)
2. Agence d'exécution désignée: Bureau de Coopération Technique des Nations Unies
3. Date d'initiation/durée: 24 mois: octobre 1975- octobre 1977
4. Objectifs immédiats et à long terme:
 - a) Immédiats:
 - participation à la mise en place de la nouvelle administration des Transports (notamment de la Direction des Transports) et participation à la mise en application d'un code des Transports.
 - b) A long terme:
 - Aider le Gouvernement à améliorer les structures administratives des transports, à augmenter l'efficacité du fonctionnement de l'ensemble des transports, à harmoniser les échanges sur le plan, tant national qu'international, et à stimuler l'évolution équilibrée du système des transports au Cameroun.
5. Prévisions financières du Programme:
 - a) A la charge du PNUD (en dollars des E.U.)

<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>Total:</u>
6.300	62.200	18.900	87.400
 - b) A la charge du Gouvernement (en francs CFA)

<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>Total:</u>
1.200.000	11.260.000	3.600.000	16.060.000
6. Situation actuelle du projet:
 - a) Etat d'avancement
Le document de projet a été soumis le 12 novembre 1975 à l'approbation du Gouvernement.
L'exécution du projet a déjà commencé par le départ de deux boursiers pour le Canada, afin d'entamer les études en matière de planification des transports à l'Université de Montréal, au titre des bourses octroyées dans le cadre du projet.
 - b) Problèmes et insuffisances notables et leurs incidences éventuelles sur l'exécution du projet:
 - retard dans le recrutement de l'expert du projet.
 - c) Activités connexes et liens interdisciplinaires avec les autres projets nationaux ou régionaux:
Le projet CMR/72/014 "Code des Transports Routiers" prévoit l'affectation d'un expert à la même Direction du Ministère des Transports, pour la mise en application d'une réglementation générale de la circulation routière.

CONCLUSIONS GENERALES

IV - Mise en oeuvre du Programme national

1. Evaluation globale du Programme en termes :

a) <u>financiers</u>	<u>Dollars des Etats-Unis</u>
i) Chiffre indicatif de planification (CIP) pour la période 1972-1976	15.000.000
ii) Dépenses moyennes escomptées par année pendant la période du présent programme (CIP) 5	3.000.000
iii) Dépenses effectuées en 1972	3.060.347
iv) Dépenses effectuées en 1973	2.743.513
v) Dépenses effectuées en 1974 + (estimation)	2.328.545
vi) Engagements en 1975 ++	3.213.372
vii) Coût additionnel en 1975 +++	464.224

$\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$

+ Source : "Quarterly delivery Report" du 31 décembre 1974.

++ Source: "Computer print out" du 30 septembre 1975

+++ Estimation basée sur le chiffre des engagements en 1975 sus-mentionnés et sur une augmentation de 16,67% du coût standard des experts calculé sur la base de 36.000 dollars des E.U. par an en 1975 et qui constitue en moyenne les deux tiers du coût des projets et une augmentation de 10% du coût des autres composantes des projets constituant en moyenne l'autre tiers.

Dollars des Etats-Unis

viii)	Estimation des fonds disponibles en 1976 +	3.189.999
ix	Minimum de fonds requis en 1976 pour les projets en cours d'exécution dont les activités doivent être maintenues et pour les extensions considérées absolument essentielles pour la viabilité du programme ++	3.513.400
x	Coût additionnel en 1976 +++	897.790
xi	Minimum de fonds requis en 1976 pour les nouveaux projets approuvés, mais non encore opérationnels ++++	248.300
xii	Minimum de fonds requis en 1976 pour les nouveaux projets prioritaires non encore approuvés +++++	472.000

-:-:-:-:-

- + Estimation basée sur le calcul suivant :
 $15.000.000 - (3.060.347 + 2.743.513 + 2.328.545 + 3.213.372 + 464.224) = 3.189.999$
- ++ Estimation basée sur les ajustements proposés pour chaque projet en cours d'exécution.
- +++ Estimation basée sur le minimum de fonds requis en 1976 et sur une augmentation de 33,33% du coût standard des efforts (36.000 dollars des E.U. en 1975) et de 10% du coût des autres composantes des projets.
- ++++ Estimation basée sur les ajustements proposés pour chaque projet approuvé, mais non encore opérationnel dont l'exécution est prévue en 1976.
- +++++ Estimation basée sur les ajustements proposés pour chaque projet nouveau non encore approuvé mais considéré comme suffisamment prioritaire pour être exécuté en 1976.

b) quantitatifs

i) Nombre de projets prévus au programme national révisé de juillet 1974, groupés par secteur d'activité :

- Economie rurale	12
- Industrie (commerce et tourisme).....	2
- Ressources humaines	15
- Ressources naturelles	4
- Infrastructure	11
TOTAL	44

ii) Nombre de projets nouveaux (première priorité) inclus dans le programme sus-visé, groupés par secteur d'activité :

- Economie Rurale	6
- Industrie (commerce et tourisme)	1
- Ressources humaines	4
- Ressources naturelles	1
- Infrastructure	2
TOTAL	14

iii) Nombre de projets complétés durant la période de juillet 1974 à décembre 1975 ; groupés par secteur d'activité :

- Economie Rurale	0
- Industrie (commerce et tourisme)	1
- Ressources humaines	5
- Ressources naturelles	2
- Infrastructure	8
TOTAL	16

iv) Nombre de projets nouveaux (première priorité) inclus dans le programme révisé de juillet 1974, qui n'ont pas été retenus pour formulation et approbation (soit du fait qu'une autre source de financement ait été trouvée, ou du fait de la modification de la conjoncture ou de la conception des projets), groupés par secteur d'activité :

- Economie Rurale	3
- Industrie (commerce et tourisme)	1
- Ressources Humaines	0
- Ressources naturelles	1
- Infrastructure	0
TOTAL	5

v) Nombre de projets nouveaux (première priorité) inclus dans le programme révisé de juillet 1974, qui ont été formulés ou approuvés durant la période juillet 1974-décembre 1975, groupés par secteur d'activité :

	<u>formulés</u>	<u>approuvés</u>
- Economie Rurale	1	2
- Industrie (commerce et tourisme)		1
- Ressources humaines		3
- Ressources naturelles		1
- Infrastructure	1	
	-----	-----
TOTAL PARTIEL	2	7
	-----	-----
TOTAL GENERAL	9	

vi) Nombre de nouveaux projets (complémentaires) proposés au programme révisé de juillet 1974 durant la période juillet 1974-décembre 1975, groupés par secteur d'activité :

- Economie Rurale	9
- Industrie (commerce et tourisme)	2
- Ressources humaines	3
- Ressources naturelles	1
- Infrastructure	7

TOTAL	22

vii) Nombre de projets nouveaux (complémentaires) visés plus haut, qui ont été formulés ou approuvés durant la période juillet 1974-décembre 1975, groupés par secteur d'activité :

	<u>formulés</u>	<u>approuvés</u>
- Economie Rurale	1	
- Industrie (commerce et tourisme)		1
- Ressources humaines		3
- Ressources naturelles		
- Infrastructure	2	4
	-----	-----
TOTAL PARTIEL	3	8
	-----	-----
TOTAL GENERAL	11	

2. Examen des modifications déjà apportées au programme approuvé par le Conseil d'Administration du PNUD

Le Programme national approuvé par le Conseil d'Administration du PNUD en juin 1972 a fait jusqu'ici l'objet de deux revues annuelles, à savoir :

a) la REVUE ANNUELLE d'OCTOBRE 1972, dont les résultats figurent à l'annexe 7 du présent document intitulé "Rapport sur les résultats de la Revue annuelle 1972 du Programme du PNUD pour le Cameroun" (1972-1976), et

b) la REVUE ANNUELLE de JUILLET 1974, dont les résultats figurent à l'annexe 1 du présent document intitulé "Rapport sur la Revue Annuelle 1974 du Programme du PNUD pour le Cameroun".

En ce qui concerne les modifications apportées au Programme durant la période juillet 1974-décembre 1975, elles sont de trois ordres :

- des ajustements rendus nécessaires par le rythme de formulation, d'approbation et d'exécution des projets ;

- des ajustements d'ordre comptable suscités par les modifications survenues dans le coût des diverses composantes des projets (coût standard des experts et des bourses, coût de l'équipement, etc...).

- des modifications plus profondes dans la composition du Programme survenues à l'issue de missions d'évaluation, de réunions tripartites, de consultations avec le Gouvernement et subséquemment avec les Agence d'exécution, et qui se traduisent par la réorientation de certaines activités, l'addition d'activités nouvelles, voire de nouveaux projets ou la suppression ou l'ajournement d'autres pour des raisons telles que la disponibilité d'autres sources de financement, la modification du contexte dans lequel le projet devrait être réalisé ou la conception à laquelle il devrait obéir ou l'existence d'activités suffisamment avancées dans le pays, qui dénotent d'une expérience déjà acquise dans un domaine déterminé.

Bien que de telles modifications soient substantielles, elles n'ont pas - en règle générale, - affecté l'intégrité et la physionomie générale du programme qui continue à être axé sur l'action dans les domaines prioritaires définis par le Gouvernement, tout en imprimant au programme l'orientation que l'évolution économique et sociale du pays et les développements affectant l'action du PNUD et des organisations du système des Nations Unies requièrent.

Les résultats de ces ajustements et modifications survenus durant la période considérée ont été reflétés aussi fidèlement que possible - sur la base des données disponibles à l'heure actuelle - dans les deux tableaux qui résument l'état financier des projets et la situation du CIP en 1972-1976 et 1977-1981.

3. Evaluation de l'utilité continue, de l'efficacité actuelle et potentielle du Programme, compte tenu de l'évolution constante des conditions de développement du pays, des objectifs et des besoins.
-

A part les flottements qui ont caractérisé jusqu'ici l'action conjointe du Gouvernement/UNESCO/PNUD en matière d'éducation, flottements dus dans une large mesure au souci des responsables Camerounais d'asseoir la réforme de l'enseignement déjà amorcée sur des options claires et authentiquement nationales, dans un domaine aussi important et complexe, où l'action doit aller de pair avec la réflexion et l'expérimentation, on peut dire que, dans l'ensemble, le programme du PNUD a poursuivi son évolution positive en s'inspirant largement des priorités et des objectifs de développement du pays.

Conscient de la situation décrite plus haut, le Gouvernement vient de décider d'organiser en 1976 trois séminaires qui permettront, à partir de janvier 1976, de poser le problème de l'enseignement primaire dans son ensemble (objectifs, matières, structures, horaires, contenu des matières à chaque niveau, etc...) pour dégager du débat qui s'instaurera à cette occasion les lignes directrices de l'action concertée que devraient mener dans ce domaine les nombreuses institutions du système éducatif. Il est permis de croire qu'à l'issue de ces séminaires, les tatonnements mentionnés plus haut céderont la place à une politique éducationnelle claire et précise, qui déboucherait sur une action cohérente et soutenue.

D'une façon générale, les priorités de développement du Gouvernement Camerounais sont restées les mêmes durant la période juillet 1974 - décembre 1975 que celle indiquées dans le 3ème Plan quinquennal de développement (juillet 1972 - juin 1976). Les préparatifs pour l'élaboration du 4ème Plan quinquennal (juillet 1976 - juin 1981) ne sont pas encore suffisamment avancés pour en dégager des enseignements quant à la nouvelle orientation que pourraient avoir les activités de développement durant la deuxième moitié de 1976. Il est cependant permis de dire, si l'on tient compte des travaux du deuxième Congrès ordinaire de l'Union Nationale Camerounaise (UNC) de février 1975 et des déclarations des responsables Camerounais intervenues depuis lors, que la profonde crise économique que connaît le monde du fait de l'inflation, des désordres monétaires etc... aggravée par la crise de l'énergie, a ravivé certaines préoccupations camerounaises et appelé des actions énergiques de relance économique tendant à faire face à la décélération de la croissance de l'économie camerounaise par suite des conditions climatiques particulières défavorables en 1969 - 1970 et de la chute des prix sur les marchés internationaux pour la plupart des produits de base.

Ce processus de redressement de l'économie s'appuie sur la mobilisation de toutes les énergies en vue d'un développement national auto-centré (ne pas confondre avec autarcique), impliquant la promotion d'une économie véritablement intégrée caractérisée par la maîtrise effective des principaux facteurs de production et appelant :

- une politique de production qui tienne compte plus qu'auparavant de la demande intérieure, finale et intermédiaire ;
- une politique financière et monétaire permettant la mobilisation effective des épargnes intérieures ;
- une politique commerciale basée sur la promotion active des exportations et l'importation sélective des biens d'équipement et des produits de consommation ;
- l'installation dans le pays des centres de décision de l'ensemble des structures économiques en vue d'une plus grande efficacité ;
- une politique d'emploi et de salaires compatible avec les exigences et les objectifs du développement ;
- une politique de recherche mieux adaptée ;
- enfin, un processus accéléré d'intégration des nationaux dans ces activités.

Ces actions s'adressent particulièrement à un certain nombre de goulots d'étranglement qui caractérisent l'économie camerounaise et dont le plus important semble être le caractère essentiellement extraverti du processus de production (dépendance du marché extérieur des biens et des capitaux ou, en d'autres termes, exportation des matières premières, importation de biens d'équipement ou de consommation, importation de capitaux, etc...).

Dans la perspective d'une croissance forte et équilibrée, le développement rural occupe une place de choix (modernisation et développement de l'agriculture, ou extension des grandes plantations modernes et complexes agro-industriels, mise en valeur des zones propres aux cultures vivrières, maraîchères et fruitières, et la création de la Mission de Développement de ces cultures, profonde mutation au niveau des structures de production par l'instauration de la campagne dite "Révolution verte", la stabilisation de la production des céréales et la rationalisation de ses circuits de commercialisation dans la province du Nord par la mise en place de l'Office Céréalier, le développement des cultures industrielles : cacao, café, coton, arachide, palme, riz, blé, banane, ananas, thé, caoutchouc, sucre, renforcement de l'encadrement des paysans par le lancement de projets de développement intégré, la solution des problèmes de l'épargne rurale et du crédit agricole et la

création du Fonds National de Développement Rural (FONADER), l'aménagement de l'espace rural par des travaux d'hydraulique villageoise et pastorale, l'amélioration quantitative et qualitative du cheptel, le Plan viande tendant à créer un secteur moderne d'élevage intensif et à améliorer la qualité de l'élevage moderne et à perfectionner les circuits de commercialisation de la viande, la protection et l'exploitation de la faune sauvage, le développement de la pisciculture dans les différentes stations du pays, la modernisation de la pêche artisanale, l'intensification de la pêche hauturière et la diversification des méthodes de pêche en surface, la préservation des ressources par la promulgation d'un code de pêches maritimes, etc...

Dans le domaine industriel les efforts du Gouvernement tendent à accroître la production tant industrielle, qu'artisanale par l'intensification de la prospection des promoteurs, en vue d'engager la réalisation des grands projets inscrits au Plan ; à assurer une meilleure intégration de l'industrie pour le relèvement de la valeur ajoutée des produits transformés et à favoriser les échanges inter-industriels par la fabrication des biens intermédiaires ; à promouvoir la production artisanale qui constitue 25% environ de la production industrielle ; à développer les agro-industriels et les industries d'exportation ; à mener activement les programmes d'électrification et de création des zones et domaines industriels ; à procéder - immédiatement après le recensement démographique général de la population qui est en cours - à une étude minutieuse de la production industrielle destinée à faire connaître sa capacité contributive réelle et potentielle à la production nationale. Ici encore, le Gouvernement a créé une série d'organismes dont l'action vise à faciliter la solution des problèmes de tous ceux qui veulent s'engager dans l'oeuvre d'industrialisation : Centre d'Assistance aux Petites et Moyennes Entreprises (CAPME) ; Société Nationale des domaines industriels ; Fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises ; le système de coopération entre le CAPME, la BCD, la SATEC et l'AFCA.

Les infrastructures ont de leur côté bénéficié d'une attention particulière : réseau routier, ouvrages d'art, transcamerounais, infrastructures portuaires, infrastructure des transports aériens, équipements de télécommunications, travaux de renforcement des stations de radiodiffusion, étude de projets de télévision, de satellites artificiels, etc...

Dans le domaine des ressources humaines le système d'éducation est considéré comme l'un des principaux instruments de préparation de l'individu à la vie active. La réforme du système éducatif en cours vise à assurer une formation orientée vers la production et la productivité et fait une place de choix au travail manuel et à l'action dans les zones rurales.

Dans le domaine social, les salaires comme les prestations familiales et les pensions civiles ont fait l'objet de relèvements substantiels. Par ailleurs, le Gouvernement poursuit sa tâche d'harmonisation de la législation sociale et des revenus entre les différentes couches de la population, grâce à une meilleure répartition des revenus du travail, en fonction des exigences du développement, ainsi que par une fiscalité judicieuse ; la recherche d'un meilleur équilibre entre les régions, les villes et les campagnes en créant développant les structures d'accueil nécessaires, en instituant le service civique de participation au développement. La santé continue à constituer une préoccupation majeure du Gouvernement.

Pour ce qui est de l'exploitation des ressources naturelles, le Gouvernement prête une attention particulière au développement des ressources hydro-électriques, à l'exploitation de ses ressources minières et à la mise en valeur de ses ressources touristiques.

Dans tous les domaines prioritaires précités, l'action des organisations du Système des Nations Unies, en général, et du PNUD en particulier, continue à évoluer positivement sous l'impulsion des exigences du développement national, témoins les nombreux projets qui figurent dans chacun de ces domaines.

-:-:-:-:-

4. Identification des secteurs, domaines et projets qui ont connu des réalisations importantes. - Identification des cas où l'on a pu rencontrer à l'exécution des problèmes ou des insuffisances notables

Sans vouloir entrer ici dans le détail des réalisations et des problèmes spécifiques importants que l'on trouvera résumés dans les fiches de synthèse des projets inclus dans le présent programme il serait utile de passer en revue ci-dessous rapidement certains d'entre eux qui affectent négativement ou positivement le programme dans son ensemble :

a) Réalisations et éléments positifs

Au niveau du PNUD :

i) La période de juillet 1974 à décembre 1975 qui sépare la deuxième de la troisième revue annuelle du programme est caractérisée par une recrudescence d'activités qui semble coïncider avec les nouvelles mesures de décentralisation, certaines procédures expéditives d'examen, d'approbation et d'exécution des projets tant au niveau du PNUD qu'à celui des Agences d'exécution, le souci d'améliorer le taux d'utilisation des fonds du CIP tout en maintenant la qualité du programme et autres facteurs.

Durant cette période, non seulement tous les nouveaux projets (14) qui avaient été inclus dans le programme révisé de juillet 1974, à l'exception de quelques uns (5) jugés dépassés par les développements ultérieurs, ont été formulés ou approuvés, mais une série de vingt deux projets considérés hautement prioritaires pour la plupart ont été proposés, formulés ou approuvés. En outre 16 projets ont été complétés.

ii) La période en question se caractérise également par une meilleure organisation des activités régionales et, par là même, une connaissance plus systématique et complète de ces activités, facilitant ainsi l'établissement de relations plus étroites entre projets régionaux et nationaux au plus grand profit des pays bénéficiaires.

Au niveau du Gouvernement

i) Appui satisfaisant dans l'ensemble et bonne coopération à tous les niveaux. Cet appui s'est particulièrement manifesté par l'augmentation de la contribution volontaire au PNUD, la décision de faire construire aux frais du Gouvernement (250 millions de francs CFA) un immeuble pouvant abriter le PNUD et les autres bureaux du système des Nations Unies à Yaoundé et l'acceptation de tenir dans cette ville la réunion des Représentants Résidents du PNUD pour l'Afrique, du 28 février au 9 mars 1976. Le règlement de certaines questions qui étaient en suspens affectant le bien être et le travail du personnel des Nations Unies au Cameroun rentre également dans le cadre de cette bonne coopération.

ii) La camerounisation des institutions assistées par les Nations Unies se produit, dans la plupart des cas, à un rythme satisfaisant et correspond à la politique professée par le PNUD.

Au niveau des autres programmes d'aide bilatérale et multilatérale

A part les relations très cordiales entretenues avec tous les responsables de ces programmes, une bonne coopération de travail a été maintenue sur une base

individuelle comme par le passé et dans les limites d'un simple échange d'informations post facto sur les programmes.

Au niveau des agences d'exécution et des organisations du système des Nations Unies.

La coopération est bonne dans l'ensemble aussi bien avec les sièges de ces organisations qu'avec leurs représentants sur place. Sauf dans quelques cas, qu'on peut qualifier d'isolés, le système de consultation et d'information mutuelle continue à fonctionner d'une manière satisfaisante.

Bien que le Représentant Résident du PNUD au Cameroun est sensé représenter cette organisation, l'UNEP continue à correspondre directement avec le Gouvernement, en ayant soin toutefois de tenir le Représentant Résident informé.

Le flux d'informations sur les programmes des Nations Unies non financés ss par le PNUD peut être qualifié d'adéquat et gagnerait à être systématisé davantage de manière à assurer une meilleure intégration des activités.

b) Problèmes et éléments négatifs

Au niveau du PNUD

i) En ce qui concerne les questions du personnel, aussi bien international que national; et les conditions de service, il semble, en dépit de certains efforts déployés de part et d'autre pour améliorer la situation, qu'un manque de perception des réalités sur le terrain existe toujours au niveau du siège aussi bien du PNUD que des autres organisations des Nations Unies.

ii) L'absence d'information financière systématique sur les projets régionaux sauf celle obtenue sur demande et par bribes, devrait être remédiée sans pour cela impliquer un partage de responsabilité, du point de vue financier, entre le siège et les bureaux extérieurs du PNUD.

Au niveau du Gouvernement

i) Certains retards dans le versement des contributions volontaires au PNUD et de fonds de contrepartie aux projets risquent d'affecter la liquidité financière du PNUD dans le premier cas et le fonctionnement des activités des projets dans le second. Tout retard dans l'exécution des projets, d'un autre côté, entraîne des extensions coûteuses d'experts etc..., doublement préjudiciable au programme.

ii) Instabilité du personnel de contrepartie des projets ou affectation à temps partiel.

iii) Retards dans l'utilisation des bourses.

iv) Retards dans l'approbation des candidatures d'experts ou de boursiers.

v) Insuffisance des mesures et des moyens destinés à assurer une meilleure utilisation et entretien de l'équipement qui, dans la plupart des cas, est finalement transféré au Gouvernement.

vi) Problème du logement des experts

vii) Manque de réaction formelle, dans la plupart des cas, aux recommandations des experts, des missions d'évaluation etc., rendant difficile par là même le dialogue qui devrait s'établir entre le Gouvernement et le PNUD pour améliorer les opérations et en tirer le maximum de profit.

viii) Déficience des structures d'accueil dans certains projets (manque de statut, de dispositions réglementaires, ou de moyens d'action, déficience administrative ou institutionnelle, insuffisance des locaux etc.) affectant l'efficacité des interventions.

ix) Insuffisance des consultations sur certaines mesures affectant les opérations des Nations Unies au Cameroun.

x) Il est souhaitable d'instaurer un système de coordination permettant au Gouvernement d'intégrer au niveau de la programmation les apports des diverses sources d'aide. Ceci pourrait être réalisé sur la base d'une identification préalable des besoins en assistance technique, dans le cadre de la préparation des plans quinquennaux de développement.

Au niveau des autres programmes d'aide bilatérale ou multilatérale

La même observation précédente sur la coordination s'applique dans ce cas. Le Représentant Résident du PNUD estime que c'est là la plus grande faiblesse de l'action dans le domaine de l'assistance au Cameroun.

Au niveau des agences d'exécution ou des autres organisations du système des Nations Unies.

i) Retards dans le recrutement des experts et difficultés dans le recrutement d'experts hautement qualifiés pour des postes spécialisés, d'où la nécessité inéluctable de sous-traiter dans ces cas.

ii) Retards dans l'annonce des bourses disponibles et manque de coordination, dans certains cas, au niveau opérationnel, entre les divers services des Nations Unies administrant ces bourses.

iii) Manque d'un suivi suffisant des bourses après leur exécution.

iv) Retards dans la communication des données financières sur les projets à charge du CIP.

v) Déficiences et insuffisances, dans certains cas, dans l'appui et la supervision techniques des projets par les sièges des organisations.

V. Ajustements futurs proposés au Programme national

1) Nécessité et portée, en termes généraux, des ajustements complémentaires du Programme, à la lumière :

a) des considérations de fond :

Il est essentiel que l'action du PNUD au Cameroun s'inspire, à l'occasion de la Revue globale du programme qui fait partie intégrante, il faut le souligner, des préparatifs pour l'élaboration du programme suivant (1977-1981) des dispositions pertinentes de la décision adoptée par le Conseil d'Administration du PNUD à sa vingtième session de juin 1975 (487ème séance). Etant donné l'importance de cette décision, il est utile de la reproduire ci-dessous dans sa totalité:

" Le Conseil d'administration,

- a) Réaffirme le consensus de 1970, qui constitue le cadre général des activités du PNUD, ainsi que le caractère bénévole et universel du Programme;
- b) Rappelle les dispositions pertinentes des résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale relatives à la Déclaration et au Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international;
- c) Prend note avec appréciation de la documentation présentée par l'Administrateur et en particulier du document DP/114, qui constitue le rapport de l'Administrateur sur les nouvelles dimensions de la coopération technique;
- d) Prie l'Administrateur:
 - i) De prendre toutes les mesures nécessaires pour donner au Programme plus de souplesse, pour en accroître le dynamisme et l'efficacité et pour mieux adapter la portée des activités du PNUD et ses méthodes de travail à l'évolution des besoins et des priorités qui résulte des conditions économiques nouvelles;
 - ii) D'élaborer ces mesures en se fondant sur les propositions favorables aux pays en développement qui sont contenues dans le document DP/114, et en tenant compte des observations faites à ce sujet au cours de la vingtième session du Conseil d'administration ;
- e) Adopte, en particulier, les principes directeurs ci-après qui détermineront l'orientation future du Programme, et invite l'Administrateur à faire en sorte que, dans l'exécution du Programme, on s'inspire le plus largement possible de ces principes :
 - i) La coopération technique devrait avoir pour objet essentielle d'aider les pays en voie de développement à progresser par leurs propres moyens en renforçant notamment leur capacité de production et leurs ressources propres, en développant les moyens de gestion, les capacités techniques et administratives et les moyens de recherche qu'exige le processus du développement ;

- ii) Le choix des secteurs prioritaires dans lesquels l'aide du PNUD sera demandée doit demeurer la responsabilité exclusive des gouvernements des pays bénéficiaires. Dans ce contexte, le PNUD doit envisager favorablement les demandes conçues pour répondre aux besoins les plus urgents et critiques de chaque pays en développement, en tenant compte de ce qu'il importe d'aider les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables de la société et d'améliorer la qualité de leur existence ;
 - iii) La coopération technique doit être envisagée sous l'angle du produit fini ou des résultats à obtenir, et non pas en fonction des apports ;
 - iv) Pour autant que les projets ont pour objet essentiel la coopération technique, le PNUD devrait fournir, selon qu'il y a lieu, l'équipement et les ressources matérielles, adopter une politique plus libérale à l'égard du financement des dépenses locales et une attitude plus souple en ce qui concerne le besoin de personnel de contrepartie ;
 - v) Le PNUD devrait diversifier les sources des apports des pays, afin de pouvoir mobiliser rapidement et efficacement toutes les ressources humaines et matérielles disponibles pour la coopération technique, et en particulier celles des pays en développement ;
 - vi) Le PNUD devrait apporter un appui accru aux programmes de coopération technique entre pays en développement et devrait acheter le plus possible de matériel et de services sur une base préférentielle, conformément à la pratique des Nations Unies, aux fournisseurs locaux ou à d'autres pays en développement ;
 - vii) Il conviendrait de confier de plus en plus l'exécution des projets du PNUD aux gouvernements et aux institutions des pays bénéficiaires ;
 - viii) La coopération technique devrait être fournie à tous les niveaux et à tous les stades du développement y compris la planification des projets, les études de préféabilité et la faisabilité, les études techniques détaillées et, s'il y a lieu, la construction, la mise en route et la gestion initiale des projets ;
 - ix) Conformément au consensus, le PNUD devrait collaborer plus souvent avec les sources d'assistance financière, comme il est indiqué au paragraphe 53 du document DP/114, afin de financer les éléments d'assistance technique de projets et de programmes, en tenant compte de la relation étroite qui existe entre la coopération technique et la formation de capital ;
 - x) Dans le contexte des nouvelles dimensions de la coopération technique il conviendrait d'accorder une attention particulière aux besoins des pays en développement les moins avancés ;
- f) Décide de passer en revue périodiquement les progrès réalisés dans l'application des principes directeurs ci-dessus, dans le cadre des efforts continus et généraux en vue d'améliorer la qualité et l'efficacité du Programme ;
- g) Invite le Conseil économique et social à porter la présente décision, ainsi que le document DP/114 et la partie qui s'y rapporte du rapport du Conseil d'administration sur sa vingtième session, à l'attention de l'Assemblée générale, en tant que contribution du PNUD aux préparatifs de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale."

Dans le contexte camerounais, les dispositions qui figurent au paragraphe d) alinéa i et paragraphe e) alinéa i, ii, iii, vii, viii et ix revêtent une importance particulière.

C'est ainsi que le paragraphe d) revêt une signification importante dans la conjoncture économique mondiale actuelle et devrait normalement déboucher sur des actions destinées à faire face aux besoins nouveaux créés par cette conjoncture. De telles actions, qui pourraient se réduire dans certains cas à leur plus simple expression par une accentuation plus marquée sur certains domaines plutôt que sur d'autres, gagneraient à être déjà amorcées durant 1976, période de soudure entre les deux programmes 1972 - 1976 et 1977 - 1981. Cette manière de faire permettrait à la révision globale du programme d'amorcer déjà les actions qui devraient être entreprises sur une plus grande échelle dans le cadre du futur programme d'assistance. Ceci devrait être fait modérément en veillant à ce que le nouveau programme ne soit pas grevé prématurément en anticipant sur la nouvelle orientation et les nouvelles priorités que le 4ème Plan quinquennal de Développement pourrait introduire.

Les alinéas i et vii du paragraphe e) inciteraient de leur côté le Programme à faire une place de plus en plus grande à l'utilisation du personnel et des institutions du pays, d'une part, et, d'autre part, à encourager le processus de camerounisation qui permettrait au Gouvernement de maîtriser les moyens de développement économique et social du pays.

L'alinéa ii du paragraphe e), tout en soulignant la prérogative souveraine du Gouvernement en matière de priorités, implique également, d'une part, que le choix que le Gouvernement fera des projets ou des activités à inclure ou à maintenir dans le programme correspond bien à des secteurs prioritaires, et, d'autre part, que les options politiques et les structures d'accueil qui permettraient de mettre en oeuvre de tels projets et activités sont mis en place ou en voie de l'être dans des délais raisonnables. En ce qui concerne le premier point, il est à remarquer que si l'on tenait compte du fait que certaines institutions camerounaises de type commercial pourraient très bien financer par leurs propres moyens l'assistance technique dont elles ont besoin, les charges financières imputables au C.I.P. pourraient être allégées substantiellement. En ce qui concerne le second point, l'état peu satisfaisant des structures d'accueil dans un nombre de cas devrait normalement inciter à une injection plus modeste d'assistance technique, en attendant que des mesures soient prises par le Gouvernement pour rectifier cette situation.

L'alinéa iii du paragraphe e) sous-entend que de tels résultats peuvent être facilement observés et évalués. Or, il se trouve que dans certains cas l'assistance du PNUD à quelques institutions camerounaises est tellement diffuse à travers tout le système, et les objectifs d'une telle assistance sont tellement confondus avec les objectifs mêmes de ces institutions, qu'il est parfois difficile d'évaluer les résultats des interventions du PNUD sans évaluer l'institution en tant que telle, au risque d'imputer à ces interventions des défauts ou des mérites qu'elles n'ont pas. Il serait peut-être souhaitable dans ces cas, de concentrer l'assistance du PNUD dans des domaines très spécifiques en assurant une intégration verticale de toutes les activités qui recevraient ainsi une part égale d'attention tout en sauvegardant l'intégrité de l'action du PNUD, en facilitant par là même son évaluation et en assurant une meilleure efficacité tout au long des interventions. C'est dans ce sens, il nous semble, que l'alinéa viii du paragraphe e) voudrait orienter les activités en confiant au programme la responsabilité de l'assistance aux divers stades du développement.

L'alinéa ix du paragraphe e) revêt finalement une importance particulière dans le contexte des projets de pré-investissement du PNUD, qui pourraient déboucher sur des programmes d'investissements de grande envergure. Etant donné que les sources d'assistance financière ont certaines exigences techniques et de procédure en ce qui concerne la conception et la formulation de tels projets ou la préparation de certaines études de pré-factibilité et de factibilité, il serait bon qu'une telle collaboration entre le Gouvernement, le PNUD et les sources d'assistance financière sus-visées s'instaure aussitôt que possible.

b) des considérations financières :

Les contraintes financières auxquelles le PNUD est appelé à faire face à l'heure actuelle du fait de l'inflation galopante des dernières années, des problèmes résultant du retard apporté par certains Etats-membres dans le paiement de leur contribution volontaire et d'autres facteurs, exigent une approche très sélective et rigoureuse dans la revue globale des activités du programme.

L'euphorie et le désir d'augmenter l'efficacité du Système, qui avaient incité à l'expansion des activités du PNUD en 1975 et à l'accroissement du rythme et du taux d'exécution des projets par le truchement de la sur-programmation et de l'amélioration de l'efficacité des moyens d'intervention, devraient céder la place à l'heure actuelle, tout en maintenant la qualité et l'efficacité de ces interventions, à un examen judicieux, projet par projet, des diverses activités. Cet examen devrait permettre de ne maintenir dans le programme que ce qui est indispensable pour la viabilité et l'intégrité de celui-ci. Un tel examen devrait permettre de déterminer :

- les besoins minima pour les projets en cours d'exécution durant l'année 1976, dernière année du présent programme ;
- les extensions minima indispensables au maintien de la viabilité du présent programme et à sa soudure, dans certains cas avec le programme suivant ;
- les éléments des projets qui peuvent être réduits ou éliminés sans affecter les objectifs ou le succès de l'action en cours ;
- de revoir tous les projets dont les structures d'accueil ne leur garantissent pas au stade actuel une action efficace, soit pour préconiser les mesures préalables tendant à améliorer ces structures, soit pour réajuster ces projets de façon à ce qu'ils contribuent eux-mêmes à une telle amélioration, tout en tenant compte du fait que les actions dans un tel domaine ne sont possibles que si les options politiques sont clairement définies et si l'appui administratif est entièrement acquis.
- il faudrait toutefois veiller à ce que l'examen exhaustif préconisé ne tarisse pas, par sa rigueur même, le flux continu de projets prioritaires viables et n'affecte pas outre mesure le rythme d'exécution du programme qui doit être maintenu à une vitesse de croisière satisfaisante.

2) Identification d'éléments du Programme où des ajustements précis sont souhaitables et réalisables.

a) En ce qui concerne tout d'abord les projets complétés avant juillet 1974, à savoir :

Economie Rurale

- CMR/67/505 Ecole de Faune
- CMR/67/506 Projet Forestier
- CMR/68/017 Radio-isotopes
- CMR/68/507 CENADEC
- CMR/70/514 ENSA I
- CMR/71/012 Criquet Pélerin
- CMR/72/004 Aménagement Réserves Faune

Industrie (Commerce et Tourisme)

- CMR/69/512 CAPME I
- CMR/70/003 Conseiller Industriel
- CMR/70/519 PPER

Ressources Humaines

- CMR/68/003 Division Ressources Humaines
- CMR/68/005 Planification Education
- CMR/68/013 Assistance Services Santé
- CMR/69/002 Sécurité Sociale
- CMR/69/006 Statistiques Emploi
- CMR/69/007 Bourses INSEA
- CMR/69/515 CUSS I
- CMR/70/005 Enseignement langues
- CMR/71/001 Secrétaires bilingues
- CMR/71/011 Questions féminines
- CMR/74/015 Réadaptation professionnelle

Ressources naturelles

- CMR/68/001 Conseiller hydraulique

Infrastructure

- CMR/68/016 Météorologie
- CMR/69/009 Planification transports
- CMR/69/510 IFS
- CMR/70/518 CRADAT
- CMR/71/005 Instruments météorologiques
- CMR/71/010 Aviation Civile

Ressources Humaines

i) CMR/68/014 "Bourse Médicale"

Une allocation minimum de dollars E.U. 7.200 (une bourse) est proposée pour assurer la viabilité de ce projet en 1976.

ii) CMR/68/511 "IPAR Yaoundé"

Une allocation minimum de 325.000 dollars E.U. est proposée pour assurer la viabilité de ce projet en 1976 et couvrir les besoins minima suivants :

Experts : 252.000 ; Consultants : 30.800

Personnel d'appui : 23.700

Formation (de groupe) 7.000

Equipement : 4.500

Divers : 7.000

iii) CMR/72/017 - "IPAR Buča"

Une allocation minimum de dollars E.U. 213.350 est proposée pour assurer la viabilité de ce projet en 1976 et couvrir les besoins minima suivants :

Experts : 144.000 (4) ; Consultants : 36.000

Appui administratif : 3.200

Formation : 5.150

Autres couts : 12.000

Equipement : 11.250

Divers : 7.750

iv) CMR/72/022 : "Défense Sociale"

Une allocation minimum de 23.000 dollars E.U. est proposée pour assurer la viabilité de ce projet en 1976 et couvrir les besoins minima suivants :

Experts : 6 mois

Appui administratif : 2.000

Equipement : 2.000

v) CMR/72/019 "Manuels scolaires"

Une allocation minimum de dollars E.U. 70.000 est proposée pour assurer la viabilité de ce projet en 1976 et couvrir les besoins minima suivants :

Experts : 3 experts (7 x 6 x 10 mois)

Formation : 4.000

vi) CMR/72/018 "INE"

Une allocation minimum de dollars E.U. 130.000 est proposée pour assurer la viabilité de ce projet en 1976 et couvrir les besoins minima suivants :

Experts : 90.000 (3)

Formation : 27.000

Equipement 10.000

Divers : 3.000

vii) CMR/74/007 - "IPD"

Une allocation minimum de dollars 16.000 (4 bourses) est proposée pour assurer la viabilité de ce projet en 1976.

viii) CMR/74/014 - "Planification de l'Education"

Une allocation minimum de dollars E.U. 70.750 est proposée pour assurer la viabilité de ce projet en 1976 et couvrir les besoins minima suivants :

Experts : 60.000 (3) + Consultants

Personnel d'appui et

autres dépenses : 4.750

Divers : 6.000

ix) CMR/72/023 - "CUSS III"

Une allocation minimum de dollars E.U. 272.000 est proposée pour assurer la viabilité de ce projet en 1976 et couvrir les besoins suivants :

Experts : 4 pour 12 mois chacun ; Consultants (36.000)

Formation : 31.000

Appui administratif : 7.000

Equipement : 47.000

Divers : 7.000

x) CMR/75/ - "Mission de l'Emploi"

Pas de dépenses prévues à l'heure actuelle en 1976.

Ressources Naturelles

i) CRM/74/011 - "Recherches Minières"

Une allocation minimum de 175.000 dollars E.U. est proposée pour assurer la viabilité de ce projet en 1976 et couvrir les besoins minima suivants :

Experts : CTP (12 mois) et géochimiste (10 mois)

Personnel d'appui : 4.000

Equipement : 100.000

Divers (entretien matériel) 5.000

ii) CMR/74/013 - "Forage d'eau"

Une allocation minimum de 349.100 dollars E.U. est proposée pour assurer la viabilité de ce projet en 1976 et couvrir les besoins minima suivants :

Experts : 216.000 (6) ; Consultants (5m)

Appui administratif : 18.600

Formation : 15.000

Equipement : 82.000

Autres dépenses : 2.000

Infrastructure

i) CMR/74/012 - "Contrôle qualité."

Pas de dépenses prévues à l'heure actuelle en 1976.

ii) CMR/71/525 - "ESPT"

Une allocation minimum de dollars E.U. 191.300 est proposée pour assurer la viabilité de ce projet et couvrir les besoins minima suivants :

Experts : 123.000

Appui administratif : 3.300

Formation : 10.000

Equipement : 55.000

iii) CMR/75/001 "SCOM (Organisation et méthode)"

Une allocation minimum de dollars E.U. 1.800 est proposée pour financer une bourse de 3 m/h à 600 dollars E.U./

iv) CMR/74/018 - Management de la Recherche

Une allocation minimum de dollars E.U. 3.000 est prévue pour financer 1 mois d'expert. Etant donné la nouvelle orientation à donner à ce projet, toute autre activité devrait être programmée dans le cadre du nouveau programme 1977-1981 et à la lumière des conclusions dégagées lors des réunions sectorielles et de synthèse de Janvier - Février 1976.

v) CMR/75/002 "AGRACAM"

Une allocation minimum de dollars E.U. 38.000 est proposée pour assurer la viabilité de ce projet et couvrir les besoins minima suivants :

Experts : 36.000 (1)

Divers : 2.000

vi) CMR/75/003 - "Bourses en Aviation Civile"

Une allocation minimum de dollars E.U. 100.800 est prévue pour assurer la viabilité en 1976 de ce projet qui consiste en huit bourses déjà en cours d'exécution

- d) En ce qui concerne les projets nouveaux approuvés mais non encore opérationnels dont l'exécution est prévue en 1976

Economie Rurale

Néant

Industrie (Commerce et Tourisme)

CMR/75/006 "Assistance BCD"

Une allocation minimum de dollars E.U. 90.000 est prévue pour assurer la viabilité de ce projet en 1976 en finançant trois experts pour dix mois chacun.

Ressources Humaines

- i) CMR/72/026 - Goitre endémique"

Une allocation minimum de 12.000 dollars E.U. est prévue pour 2 mois de consultants et des dépenses diverses.

- ii) CMR/75/004 "Informatique et Sécurité Sociale"

Une allocation minimum de dollars 34.300 est prévue.

Ressources naturelles

Néant

Infrastructure

- i) CMR/72/014 - "Transport routier"

Une allocation minimum de dollars E.U. 36.000 est prévue pour financer un expert.

- ii) CMR/75/007 - Météorologie Synoptique

Vue les contraintes financières et l'absence d'engagements contractuels avec les experts, l'exécution de ce projet devrait être différée jusqu'en 1977.

- iii) CMR/75/008 "Agrométéorologie"

Une allocation minimum de dollars E.U. 61.000 est proposée pour assurer la viabilité de ce projet en 1976 et couvrir les besoins minima suivants :

Experts : 36.000 (1)

Equipement : 15.000

Divers : 10.000

iv) CMR/75/009 - "Télécommunications
Traitement des données"

Une allocation minimum de dollars E.U. 15.000 est proposée pour financer des bourses en 1976.

v) CMR/71/003 : "Législation eau"

L'exécution de ce vieux projet inclus dans le programme initial présenté en 1972 et non exécuté depuis, devrait être différée jusqu'en 1977.

e) En ce qui concerne les projets nouveaux non encore approuvés dont l'exécution est proposée en 1976.

Economie rurale

i) CMR/74/006 - "Embouche Mbandjock"

Le Gouvernement attache, à juste titre, une grande importance à ce projet et voudrait que son exécution commence en 1976. A cet effet une allocation minimum de dollars E.U. 62.000 a été prévue pour couvrir les besoins minima suivants :

<u>Experts</u> :	CTP :	36.000
<u>Equipement</u> :		20.000
<u>Divers</u> :		6.000

ii) CMR/74/017 - "SODENKAM"

En raison des contraintes financières, l'exécution de ce projet devrait être différée jusqu'en 1977.

iii) CMR/ / "Enseignement forestier"

Ce projet fait partie du programme forestier recommandé par la Mission d'Evaluation et examiné par le Gouvernement. Son démarrage en 1976 est souhaitable pour assurer une soudure convenable entre le projet forestier actuel et le programme mentionné plus haut. A cet effet une allocation minimum de 24.000 dollars des E.U. est proposée pour couvrir les besoins minima suivants :

<u>Experts</u> :	2 experts pour trois mois chacun
<u>Divers</u> :	6.000

iv) CMR/ / "Conseiller technique forestier"

Les mêmes observations précédentes s'appliquent à ce projet. Une allocation minimum de 15.000 dollars E.U. est proposée pour financer un expert pour 5 mois.

v) CMR/ / "Reconnaissance ressources financières"

Les mêmes observations que les précédentes. Une allocation minimum de 70.000 dollars E.U. est proposée pour couvrir les besoins minima suivants :

<u>Experts</u> :	Un pour 12 mois ; Consultants pour 6 mois
------------------	---

Equipement : 10.000

Divers : 6.000

vi) CMR/ / "Etude désenclavement Sud-Est"

Bien qu'il aurait été souhaitable d'entreprendre cette étude en 1976, le temps requis par les préparatifs ne permettrait pas de prendre les dispositions nécessaires pour que cette reconnaissance aérienne se fasse au début de 1976 durant les mois de bonne visibilité. L'exécution de ce projet devrait donc être différée jusqu'au début 1977.

vii) CMR/ / "Reboisement Nord Cameroun"

Le Gouvernement ayant accepté d'entreprendre ce projet dans le cadre d'un programme intégré de développement pour le Nord Cameroun dont une esquisse avait été soumise au Gouvernement, et étant donné que ce programme intégré a été conçu dans le cadre du projet d'aménagement du Logone dont les travaux préparatoires devraient démarrer en 1976, il est donc souhaitable que l'exécution du projet débute en 1976. A cet effet une allocation de dollars E.U. 45.000 a été prévue pour financer les besoins minima suivants :

Experts : un pour 12 mois

Equipement : 10.000

viii) CMR/ / "Développement industries forestières"

Mêmes observations. Une allocation minimum de 100.000 dollars E.U. est proposée pour couvrir les besoins minima suivants :

Experts : un pour 11 mois ; Consultants pour 19 mois

Equipement : 10.000

ix) CMR/ / "Expert gestion UCCAO"

Etant donné la possibilité de fournir à l'UCCAO une assistance préliminaire à partir du projet CENADEC à Yaoundé, la décision finale concernant l'affectation d'un expert à temps complet à l'UCCAO sera considérée durant les réunions sectorielles et de synthèse de Janvier-Février 1976. Entretemps l'expert en gestion du CENADEC devrait identifier les besoins de l'UCCAO tout en poursuivant son travail au CENADEC à Yaoundé.

Industrie (Commerce et tourisme)

CMR/76/ "Enquête Industrielle à base de fiches"

Cette enquête devrait être différée jusqu'en 1977.

Ressources Humaines

i) CMR/75/008 "Employés de bureau, Buéa"

Etant donné les contraintes financières et les conclusions dans l'ensemble peu encourageantes du rapport final de l'expert chargé du projet des employés de bureau de Garoua, la mission exploratrice précédemment envisagée devrait être différée jusqu'en 1977, si les réunions sectorielles et de synthèse de janvier - février 1976 et les préparatifs du nouveau programme 1977-1981 accordent une priorité suffisante à une telle mission.

ii) CMR/75/ / IPAR Yaoundé

Un nouveau document de projet pour couvrir une période préparatoire d'un an en 1976 est à l'étude. L'allocation minimum devant couvrir les principales activités dans le cadre d'une telle période a été d'ores et déjà prévue dans le cadre du projet IPAR, Yaoundé en cours dont les comptes seront arrêtés au 31 Décembre 1975.

. Ressources NaturellesCMR/75/012 : "Appui au projet de développement intégré du Nord-Cameroun"

Voir observations précédentes concernant le projet "Reboisement Nord-Cameroun". Une allocation minimum de dollars E.U. 111.000 est proposée pour couvrir les besoins minima suivants :

Experts : deux experts ; 6 mois Consultants

Appui administratif : 6.000

Equipement : 9.000

Divers 6.000

. Infrastructurei) CMR/73/002 - "Enquete consommation"

Allocation minimum dollars E.U. 45.000 pour : un expert et de l'équipement.

ii) CMR/75/013 - Planification transports

En l'absence d'obligations légales contractuelles, l'exécution de ce projet devrait être différée jusqu'en 1977.

iii) CMR/75/013 - "Statistiques Agricoles"

Même observation que la précédente.

iv) CMR/ / "Infrastructure aéronautique"

Même observation que la précédente.

v) CMR/ / "Normalisation et controle de qualité" (phase opérationnelle)

Même observation que la précédente.

vi) CMR/75/010 - Radio - Télévision

Même observation que la précédente

3/ Implication de ces ajustements pour l'intégrité du programme

Nous ne pensons pas que la mise en oeuvre des mesures de rigueur préconisées dans ce document affecterait l'intégrité, la viabilité ou la bonne orientation du programme dans son ensemble. Toute amélioration notable de la situation de la liquidité financière au PNUD devrait permettre d'assurer dans la seconde moitié de 1976 certaines activités différées qui pourraient être jugées comme prioritaires dans le cadre du IV^e Plan de Développement.

PROGRAMMATION PAR PAYS - RAPPORT SUR LA REVUE ANNUELLE
1974 DU PROGRAMME DU PNUD POUR LE CAMEROUN (1972-1976)

Le programme pluriannuel du Cameroun portant assistance du PNUD pour la période 1972-1976 a été adopté par le Conseil d'Administration de juin 1972. La première révision annuelle a eu lieu en octobre de la même année, la seconde en juillet 1974.

PREPARATION EN VUE DE LA REVISION DE JUILLET 1974

CONSULTATIONS

En octobre 1973, en accord avec le Gouvernement, j'ai formulé des recommandations en vue de la révision annuelle du programme en 1974. Un projet de calendrier a été arrêté comportant deux genres de réunion :

- des réunions sectorielles avec la participation du Gouvernement (ministère du Plan et ministères techniques), des agences spécialisées (conseillers régionaux, représentant du siège, chefs de projets), des représentants du bureau du PNUD de Yaoundé.

- une réunion de synthèse présidée par le Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire chargé de la coordination de l'aide extérieure avec la seule participation du Représentant Résident, de ses collaborateurs immédiats et éventuellement des représentants du bureau régional du PNUD pour l'Afrique.

Le 30 octobre 1973, les chefs de missions du système des Nations Unies en poste au Cameroun, les conseillers et conseillers principaux et les chefs de projets ont été consultés au cours d'une réunion spéciale tenue à cet effet.

Le 15 novembre 1973, des instructions précises ont été données à tout le système des Nations Unies intéressé par la révision du programme. La circulaire n° 73-036/PRO 300 CP indique clairement le but fondamental des examens périodiques du Programme ainsi que la procédure à suivre pour l'élaboration du document de travail ; celui-ci, véritable élément de base de la révision du programme, doit reposer sur deux points essentiels : l'évaluation du programme ainsi que les ajustements futurs proposés.

En février 1974, un document préparé par le bureau du PNUD de Yaoundé après consultation de tout le système des Nations Unies au Cameroun a été adressé au Bureau Régional du PNUD à New York et à toutes les organisations spécialisées intéressées au Programme du PNUD au Cameroun : UNESCO, BIT, FAO, PAM, OACI, BIRD, UIT, OMM, AIAE, UPU, CNUCED, ONUDI, OMS (Genève et Brazzaville), UNICEF (New York et Brazzaville), OTC.

PROGRAMMATION PAR PAYS - RAPPORT SUR LA REVUE ANNUELLE
1974 DU PROGRAMME DU PNUD POUR LE CAMEROUN (1972-1976)

Le programme pluriannuel du Cameroun portant assistance du PNUD pour la période 1972-1976 a été adopté par le Conseil d'Administration de juin 1972. La première révision annuelle a eu lieu en octobre de la même année, la seconde en juillet 1974.

PREPARATION EN VUE DE LA REVISION DE JUILLET 1974

CONSULTATIONS

En octobre 1973, en accord avec le Gouvernement, j'ai formulé des recommandations en vue de la révision annuelle du programme en 1974. Un projet de calendrier a été arrêté comportant deux genres de réunion :

- des réunions sectorielles avec la participation du Gouvernement (ministère du Plan et ministères techniques), des agences spécialisées (conseillers régionaux, représentant du siège, chefs de projets), des représentants du bureau du PNUD de Yaoundé.

- une réunion de synthèse présidée par le Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire chargé de la coordination de l'aide extérieure avec la seule participation du Représentant Résident, de ses collaborateurs immédiats et éventuellement des représentants du bureau régional du PNUD pour l'Afrique.

Le 30 octobre 1973, les chefs de missions du système des Nations Unies en poste au Cameroun, les conseillers et conseillers principaux et les chefs de projets ont été consultés au cours d'une réunion spéciale tenue à cet effet.

Le 15 novembre 1973, des instructions précises ont été données à tout le système des Nations Unies intéressé par la révision du programme. La circulaire n° 73-036/PRO 300 CP indique clairement le but fondamental des examens périodiques du Programme ainsi que la procédure à suivre pour l'élaboration du document de travail ; celui-ci, véritable élément de base de la révision du programme, doit reposer sur deux points essentiels : l'évaluation du programme ainsi que les ajustements futurs proposés.

En février 1974, un document préparé par le bureau du PNUD de Yaoundé après consultation de tout le système des Nations Unies au Cameroun a été adressé au Bureau Régional du PNUD à New York et à toutes les organisations spécialisées intéressées au Programme du PNUD au Cameroun : UNESCO, BIT, FAO, PAM, OACI, BIRD, UIT, OMM, AIAE, UPU, CHUCED, OIUDI, OMS (Genève et Brazzaville), UNICEF (New York et Brazzaville), OTC.

Le Bureau Régional ainsi que la plupart des organismes spécialisés nous ont fait parvenir leurs observations et recommandations. Le ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire m'a également signifié l'accord du Gouvernement non seulement sur le principe de la réunion envisagée, mais également sur les propositions de dates qui ont été faites par mon bureau.

Périodes proposées, calendrier et travaux préparatoires

Une attention toute particulière a été apportée à la fixation de la période envisagée pour la présente révision du programme.

1°) De nouveaux projets ont été soumis par le Gouvernement au bureau du Représentant Résident depuis octobre 1973 (lettre n° 445 du ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire portant révision de la programmation du PNUD 1972-1976).

2°) Il fallait attendre les résultats complets sinon indicatifs des missions d'évaluation qui ont porté sur deux grands projets au début de l'année 1974 : le CUSS et l'IPAR (CMR/70/523 et CMR/68/511).

3°) Le Cameroun victime dans sa partie nord des effets néfastes de la sécheresse, a dû avoir recours à l'assistance du PNUD pour la recherche des eaux souterraines dans cette région pour faire face aux besoins humain, pastoral et agricole. Il fallait réviser le programme pour tenir compte des résultats des entretiens avec le Gouvernement lors du passage au Cameroun début mars de MM. PETERSON et DOO KINGUE.

Bref, une révision du programme s'est avérée nécessaire, fondée sur les dispositions du point 12 du consensus approuvé par le Conseil d'Administration du PNUD de juin 1970 et qui dispose "l'assistance du PNUD doit être suffisamment souple pour permettre de faire face à des besoins imprévus des pays bénéficiaires ou à des situations exceptionnelles dont les programmes par pays n'ont pu tenir compte" au moment de leur élaboration.

Dont en accord avec le Bureau Régional de New York et le Gouvernement de la République Unie du Cameroun, les périodes suivantes ont été proposées :

Au cours du mois de juin

a) Réunions techniques au niveau des directions de projets avec la participation des directeurs et co-directeurs (grands projets), des experts et de leurs collègues nationaux (petits projets) avec le bureau du PNUD.

Les résultats de ces réunions ont fait l'objet de procès-verbaux résumant les objectifs des projets, les problèmes et résultats majeurs, l'assistance future ou continue ainsi que la décomposition du budget des projets intéressés. Ces procès-verbaux considérés comme des documents de travail internes du PNUD ont servi à fournir les données à incorporer dans le document relatif au programme révisé.

.../

b) Réunions sectorielles sous la présidence d'un haut fonctionnaire du ministère du Plan avec la participation des ministères techniques intéressés, du bureau du PNUD, des conseillers et conseillers principaux, des conseillers régionaux, des chefs de projets ou experts responsables de projets examinés. Des procès-verbaux avec notes d'explication dont ci-joint quelques exemplaires ont été dressés. Tous les projets ont été examinés selon l'ordre suivant :

- projets en cours d'exécution ;
- projets non encore approuvés ;
- nouveaux projets.

Des recommandations ont été faites sur chaque catégorie de projets soit pour une prolongation, soit pour une suppression, soit l'inscription par ordre de priorité en ce qui concerne les nouveaux projets.

c) Réunions avec d'autres programmes d'assistance bilatérale, multilatérale ou autres : celles-ci ont eu lieu ou directement avec le bureau du PNUD ou à l'occasion des réunions sectorielles.

d) Préparation du document de synthèse : il s'agit ici de la mise en forme des documents portant sur l'ensemble des réunions sectorielles et devant servir de base de discussion à l'occasion de la réunion de synthèse.

Tous les projets nouveaux ont fait l'objet d'une analyse détaillée et très approfondie. Nous avons tenu compte des économies réalisées, du rendement, des consommations de fonds au cours de la période écoulée, des programmations ainsi que des besoins réels du pays assisté. Ces projets ont été en définitive classés en deux groupes :

- le groupe A pour les projets de première priorité dont la prise en charge peut être immédiatement assurée compte tenu des fonds disponibles ;

- le groupe B pour les projets prioritaires bénéficiant d'un préjugé très favorable mais dont le financement sera assuré en fonction des économies réalisées dans le programme après la prise en charge des projets du groupe A.

Première quinzaine de juillet (plus précisément le 10 juillet)

Réunion de synthèse présidée par le Ministre du Plan lui-même entouré de ses principaux collaborateurs dont le haut fonctionnaire du Plan ayant présidé toutes les réunions sectorielles ; le Représentant Résident a participé à cette réunion de synthèse assisté de ses principaux collaborateurs et de Monsieur MUFTI, Représentant le Bureau Régional de New York.

C'est au cours de cette réunion ultime qu'ont été arrêtées les décisions finales à soumettre à l'approbation du Chef de l'Etat. Les procès-

.../

verbaux des réunions sectorielles et le document de synthèse ont servi d'éléments de travail. En définitive, trois grandes catégories de projets ont été arrêtées :

- A) Projets en cours d'exécution ;
- B) Nouveaux projets prioritaires susceptibles d'être immédiatement pris en charge par le programme ;
- C) Nouveaux projets prioritaires avec financement différé.

En résumé, les implications financières de la présente révision du programme, y compris les engagements du IPF ledger se présentent comme suit :

1° engagements dans le IPF ledger après ajustement	11.252.310 \$
2° prolongation des projets en cours d'exécution	4.142.490 \$
3° nouveaux projets de "première priorité"	2.482.950 \$
4° hausse du coût proforma des experts	1.000.000 \$

soit au total	18.884.750 \$
	=====

Deux documents annexes complètent le présent rapport :

Annexe 1 : tableau des répartitions sectorielles accompagné d'un tableau récapitulatif des implications financières sur le CIP (1972-1976) provenant des extensions des projets en cours d'exécution et de la prise en charge des nouveaux projets

Annexe 2 : tableau de l'IPF account ledger à la date du 30 juin 1974.

.../

RESULTATS DE LA REVISION

Ces résultats figurent dans le procès-verbal de la réunion de synthèse, présidée par le Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire. L'objet du présent rapport est de vous exposer succinctement les modifications au programme recommandées par le Gouvernement.

1° Secteur : Administration, Planification, Etudes et Recherches

A. Projets en cours d'exécution (retenus par la réunion de synthèse)

- Politique Scientifique (CMR/68/008)

Le présent projet sera prolongé notamment pour veiller à la mise en place des nouvelles structures nationales de politique scientifique dont les textes officiels viennent d'être signés. En outre, il est demandé à l'expert de veiller tout particulièrement aux préparations relatives à la création du Centre National de Documentation et d'Information Scientifique et Technique. Le coût global de la prolongation du projet se chiffre à \$ 79.600 et comprend : 24 h/m experts dont 12 h/m pour l'année en cours, \$ 10.000 consultants ainsi que \$10.000 destinés à des études.

B. Nouveaux projets (retenus par la réunion de synthèse-1ère priorité)

- Assistance technique à une enquête budget-consommation des ménages camerounais (CMR/73/002)

Les services d'un expert sont demandés pour aider le ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire à organiser et à mener à bien cette enquête.

Coût total du projet : \$51.000, comprenant : un expert 12 mois (\$30.000) ; équipement (\$20.000) ; divers (\$1.000).

- Bourses destinées à l'Institut Panafricain de Développement (CMR/74/007)

8 bourses de deux ans chacune ont été allouées et sont destinées à l'Institut Panafricain de Développement de Douala.
Coût total du projet : \$36.000.

C. Nouveaux projets (faisant l'objet d'un préjugé favorable-2e priorité)

- Centre National de Documentation et d'Information Scientifique et Technique

Ce projet a comme objectif d'aider le Gouvernement à mettre en place une institution de coordination du système d'information intégré à l'ensemble du processus de développement scientifique et technique national. En attendant que les nouvelles structures nationales de politique scientifique (ONAREST) soient mises au point, ce projet jouit d'une deuxième priorité.
Coût estimatif : \$276.500.

.../

- Service Central - Organisation et Méthodes

Une assistance^{CGA} demandée par le Service Central - Organisation et Méthodes (SCOM) ayant pour but de :

- Assister le directeur du SCOM en l'aidant à dimensionner chacune des tâches confiées au Service Central, en élaborant avec lui les plannings d'intervention et, d'une manière générale, en lui fournissant son appui technique ;
- Assurer la mise en place effective du Centre International de Renseignements Administratifs (CIRA) ;
- Animer, autant que nécessaire, des sessions de formation et de perfectionnement du personnel ;
- Assurer la mise en place du Comité Consultatif O & M (Organisation et Méthodes).

Il est proposé de sous-traiter ce projet à une société spécialisée qui enverrait une équipe d'experts, pour une courte durée, en vue d'examiner l'ensemble des problèmes et les mesures à définir. Un coût total de \$72.000 est prévu.

2° Secteur : Economie rurale

A. Projets en cours d'exécution

- Ecole Nationale Supérieure Agronomique (CMR/70/514 et CMR/73/004)

Compte tenu des économies prévues dans ce projet, une somme de \$149.129 a été dégagée des prévisions déjà approuvées.

- Centre National de Développement des Entreprises Coopératives (CMR/68/507 et CMR/72/005)

Nonobstant la prolongation de plusieurs postes, des économies de l'ordre de \$23.780 seront faites si nous comparons les prévisions initialement approuvées pour le projet aux inscriptions figurant dans le IFF ledger.

- Mise en valeur des forêts et Développement des industries forestières (CMR/67/506 et CMR/72/008)

Pour faire la soudure entre la fin du projet actuel et le début d'une troisième phase envisagée, trois postes d'experts sont à prolonger de 11 mois à partir du mois de février 1976 jusqu'à la fin du cycle actuel de programmation. En outre, compte tenu de la hausse des prix, le montant alloué pour l'achat des équipements s'avère insuffisant. Ces facteurs justifient l'inscription d'une somme additionnelle d'environ \$90.000. Le coût de la prolongation du projet (experts et équipements) se chiffre à environ \$156.321.

.../

- Développement de la pisciculture (CMR/72/010)

Pour achever toutes les activités prévues au Centre de Fombar, le Directeur en place sera prolongé jusqu'au 31.12.1976. Une décision quant à la mise en place de trois nouveaux centres de pisciculture intensive commerciale avec l'aide d'un apport de l'Office International du Café évalué à environ 1 million de dollars ne sera prise qu'à l'issue d'une mission d'évaluation du présent projet prévue avant la fin de 1974. En attendant les recommandations de ladite mission, une somme globale de \$220.567 (phase préparatoire non comprise) a été établie. Il s'agit de trois experts y compris le Directeur du projet (48 mois) et Consultants (12 mois).

- Assistance aux parcs de la savane du Nord Cameroun (CMR/72/025)

Une décision relative à la prolongation du poste de l'expert a été différée jusqu'en 1975 en attendant les résultats des activités dans le parc de Waza. Un poste destiné à un Volontaire des Nations Unies a été retenu (durée 30 mois - \$9.000).

✓ - Recherche et développement pilote en eaux souterraines (CMR/71/516 et CMR/74/013)

Une réunion tripartite de ce projet PNUD/OTC/Gouvernement s'est tenue à Garoua le 21 juin 1974 sous la présidence du Gouverneur de la Province du Nord. A l'issue de cette réunion, il a été décidé de mettre fin au projet CMR/71/516 dont un bon nombre des objectifs ont été atteints notamment en matière d'interprétation photogéologique et de géophysique. Les opérations reprendront dès octobre 1974, dans le cadre d'un projet axé sur le forage d'eau. Le champ d'action du nouveau projet couvrira la région cristalline du Nord, ainsi que les aquifères de la nappe pléatéique de la région Logone/Chari.

Le nouveau projet comprendra un chef de projet (Ingénieur de forage), deux maîtres foreurs, un maître puisatier ainsi que des consultants. Plusieurs bourses sont à prévoir pour la formation d'homologues affectés au projet. En outre, il est envisagé d'acheter un équipement complémentaire pour la sondeuse du projet "Failing 250" ainsi que d'obtenir une nouvelle foreuse AQUADRILL. Le coût de l'ensemble des équipements est de l'ordre de US \$327.000. Le coût approximatif du projet d'une durée de deux ans est de US \$ 750.000.

B. Nouveaux projets (retenus par la réunion de synthèse - 1ère priorité)

- Traitement des cuirs et peaux (CMR/71/001)

Le but du projet est, d'une part d'aider le Gouvernement à la mise en place de structures organiques capables d'assurer la collecte et le prétraitement des cuirs bruts destinés aux industries locales de transformation ou à l'exportation ; d'autre part, d'assurer la formation du personnel national de ces services, de fournir une assistance technique et financière aux artisans tanneurs ruraux de Maroua. Le coût total du projet s'élèverait à \$100.000.

.../

- Développement de l'élevage du Nord (CMR/74/002)

Ce projet s'inscrit dans le cadre prioritaire des actions à mener pour lutter contre la sécheresse affectant les zones septentrionales du pays.

Le but du projet est de financer l'élaboration par un groupe de consultants de la FAO, d'un plan régional de développement de l'élevage. Cette étude de préinvestissement présentera des propositions concrètes de mise en valeur en rapport avec les problèmes suivants : hydraulique pastorale, agrostologie, nutrition et contrôle vétérinaire, embauche paysanne et industrielle, socio-économie du milieu pastoral traditionnel, rationalisation de l'utilisation des parcours, études des marchés ; entomologie du contrôle antiglossinique ; définition de modèles d'exploitation.

Le financement du projet, à démarrer dès la fin de 1974, est prévu pour un montant équivalent à \$90.000.

- Développement de la pêche maritime artisanale (CMR/74/003)

Les services de deux consultants de la FAO (6m/h) sont requis pour aider le Gouvernement à définir concrètement les actions prévues à son plan national de développement de la pêche artisanale en eaux salées.

Cette étude portera sur les points suivants : recensement des artisans pêcheurs et de leur matériel de pêche, démonstration de l'emploi du matériel nouveau ou amélioré, amélioration des techniques de conditionnement (fumage, séchage, salage), rationalisation des structures professionnelles, programme pour la vulgarisation des techniques et la formation des artisans. Le coût du projet s'élève à \$15.000.

- Office céréalier, Garona (CMR/74/004)

Ce projet débutera par une phase d'assistance préparatoire de 4 mois dès le mois de septembre 1974, et sera concentré initialement dans la Province du Nord. Le but du projet est d'aider le gouvernement à définir les bases de sa politique céréalière dans le cadre d'un plan céréalier. Le projet aidera à mettre en place un office céréalier destiné à fixer, équilibrer et contrôler les prix des céréales à la production et à la consommation. Le projet aidera à la formation du personnel national, fournira les services de trois spécialistes et de consultants (76 m/h) ; il contribuera également au fonctionnement de l'Office. Le fonds de roulement de l'Office sera approvisionné en nature par des fournitures du PAM équivalent à \$487.500. Les apports du PRUD se chiffrent à \$189.300.

- Développement de l'aviculture (CMR/74/005)

Les services de deux consultants FAO (6m/h) sont requis pour aider le Gouvernement à définir concrètement les actions prévues à son plan national de développement de production avicole. Cette étude portera sur les points suivants : production de poussins d'un jour, production d'aliments destinés aux animaux, amélioration des élevages, rationalisation de la commercialisation, réforme des structures professionnelles, réorganisation de la vulgarisation. Le coût du projet est évalué à \$15.000.

- Feedlot-Pilote à la SOSUCAM de Mbandjock (CMR/74/006)

Début 1973, une mission de la FAO a confirmé la possibilité d'utiliser les mélasses de la sucrerie SOSUCAM pour la production intensive de viande bovine de qualité supérieure, destinée au marché local ou d'exportation. Sur la base de ce rapport, la SOMDIAA et la SOSUCAM se sont déclarées prêtes à apporter leur contribution en nature à la mise en place d'un feedlot-pilote à Mbandjock.

Le but du projet est d'installer un feedlot-pilote produisant mille têtes par année, de rassembler en 24 mois d'opérations les données de préinvestissement requises et, finalement, de préparer un dossier bancable d'investissement avec plan financier.

Ce projet de préinvestissement permettra de fournir les services de spécialistes internationaux durant 68 mois (zootéchnie, nutrition, agronomie, médecine vétérinaire, consultant financier), de former le personnel national et d'acquérir le matériel nécessaire au fonctionnement du projet durant 36 mois. Le coût du projet s'élèvera à \$165.400.

- Exploitation des Eaux Souterraines dans la Nappe "Continental Terminal" CMR/74/009

Nous avons à faire ici à un projet auquel le Gouvernement attache la plus grande priorité.

Vu l'urgence des solutions à apporter aux problèmes posés par la sécheresse dans le nord du Cameroun, le Gouvernement a sollicité et obtenu l'extension de l'aire géographique du programme de forages exécuté par l'assistance du PNUD ; dans le même ordre d'idées, un nouveau programme de forages de grande profondeur dans le bassin du Tchad sera établi en vue de l'utilisation de la nappe artésienne du continental terminal. Le projet vise à l'amélioration de l'approvisionnement de la population en eau ainsi qu'à l'utilisation de l'eau à des fins agricoles et pastorales (reboisement, irrigation et élevage). Dans le cadre d'une phase préparatoire, une mission d'urgence étudiera dans l'optique d'un développement intégré de la région avec les autorités locales, les possibilités d'exécution de ce programme : la même mission indiquera les emplacements des forages à réaliser en tenant compte des problèmes d'environnement.

Le coût approximatif du projet se chiffre à 1.000.000 de dollars : achat d'une sondeuse puissante, financement de la mission exploratoire, coût du personnel international affecté à la réalisation des activités du projet.

C. Nouveaux projets (faisant l'objet d'un préjugé favorable-2e priorité)

- Aménagement des réserves en zone forestière (CMR/72/004)

L'approbation du document de projet a été reportée par le Gouvernement en raison du manque de prévisions budgétaires relatives à la contribution de contrepartie. Il a été décidé de prévoir un montant global de \$100.000 au cas où le ministère de tutelle déciderait de lui accorder une priorité plus importante.

- Production de Semences certifiées

Ce projet fait partie d'un plan national de production de semences certifiées scindé en sept projets individuels, susceptibles d'être financés séparément par des sources d'aides différentes (législation, production et traitement des semences dans l'Ouest et dans le Nord, laboratoire de contrôle, commercialisation. L'assistance du PNUD serait prévue pour le premier projet de

- 10 -
ce plan (région Ouest). Ce projet d'une durée de 24 mois fournirait les services d'un expert et de consultants en législation, certification et technologie des semences. Coût total du projet : \$116.500.

- Mise en valeur de la zone Obala/Mbandjock/Nanga-Eboko

A la fin de 1973, une mission de la FAO a recommandé la création d'une ferme-pilote (destinée à être transformée en centre d'appui technique) pour aider le Gouvernement à exécuter son programme de mise en valeur de la zone Obala/Mbandjock.

Ce projet prévoit d'ouvrir, à côté de la SOSUCAM, sur une superficie de 2.000 hectares, un centre rural d'application à caractère pluridisciplinaire ; il prévoit également, à des dimensions économiques, des démonstrations portant sur les types de produits, les combinaisons de facteurs, les techniques et les systèmes d'exploitation les mieux adaptés aux conditions locales. Pendant cette période de programmation, le coût du projet se chiffre à \$200.000.

- Production et transformation industrielle de la tomate (Garoua)

Le but du projet est de rassembler des données de préinvestissement, de financer et d'organiser l'étude de faisabilité du développement de la culture de tomates industrielles et de poursuivre ensuite son action auprès des producteurs familiaux à associer au complexe agro-industriel. Le coût total du projet est de \$181.050.

3^e Secteur : Industries, Mines, Energie, Institutions Financières,

Commerce et Tourisme.

A. Projets en cours d'exécution (retenus par la réunion de synthèse)

- Centre d'Assistance aux petites et moyennes entreprises CAPME (CMR/72/011)

Une somme de \$158.500 a été allouée à ce projet pour une phase préparatoire qui a démarré effectivement avec l'arrivée du Conseiller technique principal et celle de l'expert en machines/outils en avril 1974. En plus, un montant de \$500.000 a été engagé jusqu'à la fin du cycle actuel de programmation.

- Recherches de substances nucléaires (CMR/71/001)

Ce projet, qui est actuellement concentré dans la région du POLI, sera prolongé de deux ans pour permettre l'extension de la prospection nucléaire dans la zone Centre-Sud du Cameroun, ainsi que pour assurer la formation de tous les homologues qui travaillent avec l'expert. Le coût supplémentaire de ce projet pendant la période actuelle de programmation s'élève à \$80.000 dont 24 h/m d'experts (\$60.000) ; 2 h/m de consultants (\$5.000) ; et l'équipement (\$15.000).

- Législation de l'eau (CMR/71/003)

✓ Il a été décidé de supprimer ce projet ; il en résulte des économies de \$22.400.

B. Nouveaux projets (retenus par la réunion de synthèse -1ère priorité)

- Experts en aménagement et en gestion des zones industrielle
(CMR/74/010)

Dans le cadre de sa politique de promotion de la production industrielle, le Gouvernement Camerounais a mis en place une mission d'aménagement et de gestion des zones industrielles. Il vient également de lui octroyer d'importants crédits d'investissement pour l'aménagement des zones industrielles de Douala (Bonabéri et Bassa), de Yaoundé et de Ngaoundéré.

Dans le but de tirer le meilleur parti de ces efforts, il a été demandé les services :

- d'un spécialiste dans l'aménagement urbain et l'équipement en voirie et réseaux divers,
- d'un expert versé dans les problèmes juridiques de passation et d'exécution de marchés et de contrats de location.

Le coût du projet comprenant quatre hommes/années s'élève à US \$130.000

✓ - Recherches minières dans la Série du DJA (Sud-Est du Cameroun)
(CMR/74/011)

Le Cameroun a accompli de longue date un effort important pour mettre en évidence son potentiel minier ; mais bien que certaines régions paraissent avoir un contexte géologique favorable, les prospections entreprises jusqu'ici n'ont pas enregistré les résultats attendus. De plus, la mise en exploitation des gisements reconnus (bauxite, disthène, gaz naturel) s'est trouvée retardée pour des raisons diverses, de sorte que la part de l'industrie extractive dans l'économie nationale est actuellement pratiquement négligeable (cassitérite et or).

Une nouvelle étape vient d'être franchie dans la reconnaissance minière du Cameroun, par l'achèvement d'une prospection magnétique aéroportée et d'une étude photogéologique couvrant environ le tiers du pays (160.000 km²) ; ces travaux ont été réalisés dans le cadre de l'assistance bilatérale canadienne.

Il convient donc maintenant d'assurer l'interprétation et l'exploitation de ces nouvelles données. Il s'agit là d'un travail important qui doit être fractionné en plusieurs zones géographiques découpées suivant des critères géologiques et pour lequel le Gouvernement se propose de faire appel aux plus larges concours, notamment à l'assistance du Programme des Nations Unies pour le Développement, à laquelle il est demandé de procéder à l'exploration de la Série du DJA, dans le Sud-Est du pays, dont les similitudes avec le Francevillien du Gabon, laissent espérer l'existence de diverses minéralisations, notamment de manganèse et d'uranium.

La contribution du PNUD pour la première phase de deux ans, est estimée à environ US \$300.000 et se compose d'un directeur de projet, un géochimiste analyste, consultants, et appui administratif (84.700), bourses (8.400), équipement (190.900), divers (16.000).

- Normalisation et contrôle de qualité (CMR/74/012)

Une équipe d'experts assistera le Ministère du Développement Industriel et Commercial dans la mise en place d'une structure fonctionnelle de normalisation et de contrôle de qualité. Elle aura notamment comme tâches d'entreprendre une étude et d'établir un inventaire des activités actuelles de normalisation, du contrôle de qualité et de la métrologie dans le pays ;

d'apporter son assistance à l'élaboration des textes législatifs ; de préparer l'organisation et la mise en oeuvre d'un système cohérent national de normalisation et de contrôle de la qualité ; de préparer les éléments d'un programme national de certification avec création d'une marque nationale de conformité aux normes ; d'apporter son assistance à l'élaboration d'un programme destiné à développer le service des poids et mesures et à préparer l'introduction générale du système métrique dans le pays. Le coût approximatif du projet pendant deux ans s'élève à US \$250.000.

C. Nouveaux projets (faisant l'objet d'un préjugé favorable-2e priorité)

- Conseiller en domaines industriels

Il est demandé les services d'un Conseiller en domaines industriels qui sera affecté à la Société Nationale des Domaines Industriels du Cameroun (SONADIC) afin d'aider à la création de petites et moyennes entreprises industrielles camerounaises. Le conseiller sera chargé des responsabilités suivantes : aider à la préparation de l'implantation des bâtiments élémentaires destinés à recevoir des petits entrepreneurs, en veillant aux bonnes conditions de viabilité et de services ; conseiller le Gouvernement sur les prix de location des parcelles et sur l'établissement du compte d'exploitation d'un domaine ; élaborer les dossiers de financement des petites entreprises à des conditions avantageuses. La durée du projet serait d'un an pour un coût de US \$30.000.

4° Secteur : Transports, Postes, Télécommunications, Services météorologiques

A. Projets approuvés et/ou en cours d'exécution (retenus par la réunion de synthèse)

- Ecole Supérieure des Postes et Télécommunications ESPT
(CMR/71/525)

Pour assurer la relève de l'Ecole par un personnel national valable, la prolongation de l'assistance internationale jusqu'à la fin de 1976 a été approuvée. Il s'agit de : experts (\$90.000), bourses (\$39.000). Pour tenir compte de l'augmentation du coût des appareils de télécommunication, une allocation de \$100.000 est également à prévoir. Le coût supplémentaire au projet se chiffre à \$230.000.

✓ - Conseiller en planification des transports (CMR/69/009)

Vu l'importance des opérations que le Ministère des Transports envisage de mettre en oeuvre dans les prochains mois, ce dernier souhaite que ce projet, qui s'est terminé comme prévu avec le départ définitif de l'expert (CMR/69/009) en novembre 1973, puisse être prolongé et un autre expert nommé.

Les responsabilités de cet expert seraient de conseiller la Direction des Transports en matière de planification et de coordination des transports. Le coût du projet, d'une durée d'un an, s'élève à US \$30.000.

.../

5° Secteur : Ressources humaines : Enseignement, formation, emploi et
administration du travail

A. Projets en cours d'exécution (retenus par la réunion de synthèse)

- Centre de formation rapide des employés de bureau, Garoua
(CMR/71/007)

Vu le retard enregistré dans l'affectation au Centre des trois instructeurs nationaux, une prolongation de 15 hommes/mois s'avère nécessaire, soit une augmentation de \$32.962 compte tenu des économies prévues.

- Centre d'Édition et de production de manuels scolaires
(CMR/72/019)

Le montant global de ce projet a été évalué à \$123.550, soit une augmentation de \$13.550. Ce dernier montant comporte 24 h/m de bourses (deux bourses), plus la prévision de \$750 pour le rapport final du projet.

- Institut National d'Éducation (CMR/72/018)

Une assistance préparatoire, de l'ordre de \$119.000, a effectivement démarré en mars 1974 avec l'arrivée du conseiller technique principal. Au cours de la mission de ce dernier, un document de travail a été préparé pour une assistance à l'INE de quatre ans et demi. Ce projet prévoit trois experts (expert en curriculum développement /chef d'équipe, expert en méthodologie de l'évaluation, expert en technologie de l'Éducation), ainsi que des consultants, bourses internationales et régionales, matériel et divers. Le principe a été retenu d'approuver les provisions du document jusqu'à la fin de 1976 (\$446.080). Un accord sur l'extension de l'assistance du PNUD à l'INI au cours du prochain cycle de programmation dépendrait des recommandations faites par une mission d'évaluation qui visiterait le Cameroun dans le courant du premier semestre de 1976.

- Planification de l'Éducation (CMR/74/014)

Dans le cadre de l'allocation initiale inscrite au projet INE (\$960.000), il est prévu le financement de deux experts en matière de planification de l'éducation, pendant un an, à partir du premier juillet 1974. Il s'agit d'un expert en statistiques de l'éducation et d'un expert en constructions scolaires. Le coût total s'élève à \$65.150.

- Institut de Pédagogie Appliquée à Vocation Rurale, Yaoundé
(CMR/68/511 - CMR/73/003)

Une mission d'évaluation UNESCO/FNUJ/Gouvernement a séjourné au Cameroun du 12 février au 10 mars 1974.

Un projet de document relatif à une deuxième phase a été préparé et soumis au gouvernement pour étude. Suite à des discussions détaillées, le gouvernement s'est prononcé pour une prolongation du projet. L'élément principal de la réforme sera la fonction recherche, réorientée et renforcée, en relation permanente avec un processus d'évaluation permettant d'entreprendre une véritable expérimentation.

Le coût total de la deuxième phase du projet se chiffre à \$1.307.600, dont \$918.000 pendant la période actuelle de programmation. Les apports du PNUD sont répartis comme suit :

Experts : Chef de l'équipe internationale ; spécialiste pour l'enseignement des mathématiques ; spécialiste pour l'enseignement du français ; spécialiste de l'enseignement des sciences à l'école primaire ; expert socio-géographe ; expert technicien des petites et moyennes entreprises ; spécialiste de l'illustration ; spécialiste en techniques audio-visuelles ; spécialiste de recyclage des maîtres ; spécialiste des cours programmés.

Consultants : Evaluator (spécialiste de l'expérimentation pédagogique) ; professeur/spécialiste de la formation des formateurs ; expert en technique imprimerie.

Sous-traitants : Maîtres de recherche dans l'enseignement primaire ; évaluateur spécialiste d'évaluation pédagogique de la régulation du système. (mise en œuvre/fonction d'études ultérieures plus approfondies).

Volontaires OMI : Technicien Imprimeur Offset ; Responsable distribution ; TV électronicien.

Appui administratif : Secrétaires et chauffeurs.

Le coût total de l'élément personnel se chiffre à \$1.155.600, dont \$806.600 pendant la période actuelle de programmation.

Bourses : 6 bourses à l'étranger, plus quatre stages sur place. Coût total : \$62.650 dont \$48.100 pendant la période actuelle de programmation.

Matériel : 31.500 dont \$28.000 pendant cette période de programmation.

Divers : \$53.500 dont \$35.300 au cours de cette période de programmation.

En outre, il faut ajouter \$293.467 à la prévision approuvée pour la première phase pour tenir compte des dépenses réelles qui s'élèvent à \$1.321.433.

- Institut de Pédagogie Appliquée à Vocation Rurale, Buéa
(CMR/72/017)

Un chiffre indicatif de \$220.000 a été établi pour une extension éventuelle des activités de l'IPAR Buéa, suivant la fin des activités préparatoires (décembre 1975).

B. Nouveaux projets (retenus par la réunion de synthèse-1re priorité)

- Centre de Formation rapide des employés de bureau, Buéa
(CMR/74/008)

Il est prévu un Consultant pendant six mois pour étudier la possibilité de mettre en place un Centre de Formation des employés de bureau anglophones semblable à celui qui se trouve à Garoua. Le coût se chiffre à \$15.000.

C. Nouveaux projets. (faisant l'objet d'un préjugé favorable - 2e priorité)

- Réadaptation professionnelle des handicapés

Suite à une mission d'enquête effectuée par un expert du B.I.T. à la demande du Ministère de la Santé et de l'Assistance Publiques, un projet d'assistance technique dans le domaine de la réadaptation professionnelle des handicapés a été préparé par cet expert.

Un montant de \$100.000 a été proposé, couvrant une période d'assistance préparatoire d'une durée d'un an, ainsi qu'une partie du projet proprement dit, jusqu'à la fin de 1976.

6° Secteur : Santé, Urbanisme et Habitat

A. Projets en cours d'exécution (retenus par la réunion de synthèse)

✓ - Défense sociale (CMR/72/022)

Pour pourvoir le projet des moyens indispensables à sa réussite, une somme globale de \$56.200 a été évaluée pour ce projet.

- Bourses médicales (CMR/68/014)

Un montant de \$40.397 avait été alloué à ce projet dont \$20.165 ont été dépensés au cours des années 1972 et 1973. Dans le cadre du présent projet, il a été décidé d'octroyer une bourse en radio-isotopes, d'une durée de douze mois et d'une valeur de \$7.232. Lieu d'affectation Amérique du Nord. Faute de candidats, le reliquat pour les bourses médicales, soit \$13.000, a été supprimé.

- Centre Universitaire des Sciences de la Santé (CUSS)
(CMR/68/013 - CMR/70/523 - CMR/72/023)

Le Centre Universitaire des Sciences de la Santé a fait l'objet d'une mission d'évaluation PNUD/OMS/Gouvernement, en février-mars de cette année. La mission a conclu qu'une troisième phase s'avèrait nécessaire, de manière à permettre la relève efficace du Centre par des nationaux. Un document de projet s'est finalisé pour une assistance allant du 1er août 1974 au 31 octobre 1977.

Le coût total de l'assistance du PNUD s'élève à 1.126.480 dont \$984.020 pendant cette période de programmation.

TABLEAU RECAPITULATIF DES IMPLICATIONS FINANCIERES SUR LE C.I.P. (1972-1976)
 PROVENANT DES EXTENSIONS DES PROJETS EN COURS D'EXECUTION ET DE LA PRISE EN
 CHARGE DE PROJETS AGREES LORS DE LA REVISION ANNUELLE DU 10 JUILLET 1971.

Secteurs	Prolongation des projets : en cours d'exécution (approuvés par la réunion de synthèse du 10/7/71) :	Nouveaux projets retenus : par la réunion de synthèse du 10/7/71 : 1° priorité :	Nouveaux projets l'objet d'un prêt favorable 2° pri
1. Administration, Planification, Etudes et Recherches	79.600	87.000	349.500
2. Economie Rurale	962.979	1.654.700	587.500
3. Industries, Mines, Energie, Institutions financières, Commerce et Tourisme	557.600	680.000	30.000
4. Transports, Postes, Télécommunications et services météorologiques	240.000	-	-
5. Ressources Humaines	1.089.209	15.000	100.000
6. Santé, Urbanisme et Habitat	213.102	16.250	-
TOTAL GENERAL	4.142.500	2.452.950	1.077.050

Secteur : Administration, Planification
Etudes et Recherches

	Prévision approu- vée réunion de synthèse du 30/10/72	Prévision approu- vée PRODOC/révi- sions (d'après budget plus récent)	Prévision approu- vée réunion de synthèse du 30/7/1974	Economie ou Excédent
A. <u>Projets approuvés et en cours d'exécution</u> <u>(retenus par la réunion de synthèse)</u>				
1. Perfectionnement d'un service de documentation et d'études à l'Assemblée Nationale...	20.000	20.150	20.150	-
2. Politique Scientifique	70.000	70.400	150.000	+ 79.600
3. Centre National de Recherches agronomiques ...	135.000	157.900	157.900	-
TOTAL A	225.000	248.450	328.050	+ 79.600
B. <u>Nouveaux projets</u> <u>(retenus par la réunion de synthèse-1ère priorité)</u>				
✓ 4. Assistance technique à une enquête budget- consommation des ménages camerounais ... <i>comp. 72/002</i>			51.000	+ 51.000
5. Bourses destinées à l'Institut Panafricain de Développement			36.000	+ 36.000
TOTAL B			87.000	+ 87.000
TOTAL A + B	225.000	248.450	415.050	+ 165.600
C. <u>Nouveaux projets</u> (faisant l'objet d'un préjugé favorable - 2ème priorité)				
6. Centre National de documentation et d'informa- tion scientifique et technique			276.500	+ 276.500
7. Service Central, Organisation et Méthodes			72.000	+ 72.000
TOTAL C			348.500	+ 348.500

Secteur : Economie rurale - agriculture, élevage
forêts, nature, chasse et faune

A.	Projets en cours d'exécution (retenus par la réunion de synthèse)	Prévision approu- vée réunion de synthèse du 30/10/74	Prévision approu- vée PRODOC/révi- sions (d'après budget plus récent)	Prévision approu- vée réunion de synthèse du 10/7/74	Economie ou Excédent (ajustements imputer au C)
1.	Ecole Nationale Supérieure Agronomique	1.160.000	1.310.829 a)	1.161.700	- 149.129
2.	Centre National de Développement des Entreprises Coopératives.....	1.030.000	1.043.969 b)	1.020.189	- 23.780
3.	Mise en valeur des forêts et Développement des Industries forestières	735.000	758.679	915.000	+ 156.321
4.	Développement de la pisciculture, Foumban	165.000	100.833 c)	321.400	+ 220.567
5.	Assistance aux Parcs de la Savane du Nord Cameroun	50.000	100.090	109.090	+ 9.000
6.	Recherche et Développement en eaux Souterraines	895.000	896.765	1.546.765	+ 750.000
TOTAL A		4.035.000	4.211.165	5.174.144	+ 962.979
B.	Nouveaux projets (retenus par la réunion de synthèse-1re priorité)				
7.	Traitement des cuirs, peaux et trophées			180.000	+ 180.000
8.	Développement de l'élevage du Nord			90.000	+ 90.000
9.	Développement de la pêche maritime			15.000	+ 15.000
10.	Office céréalier, Garoua			189.300	+ 189.300
11.	Etude pour le Développement de la production avicole			15.000	+ 15.000
12.	Feedlot-pilote à la sosucam de Mbandjock			165.400	+ 165.400
13.	Exploitation des eaux souterraines dans la nappe "Continental Terminal"			1.000.000	+ 1.000.000
TOTAL B				1.654.700	+ 1.654.700
TOTAL A + B		4.035.000	4.211.165	6.828.844	+ 2.617.679
C.	Nouveaux projets (faisant l'objet d'un préjugé favorable - 2ème priorité)				
14.	Aménagement des réserves de faune	220.000		100.000	+ 100.000
15.	Production de semences certifiées			116.500	+ 116.500
16.	Mise en valeur de la zone Obala/Mbandjock Nanga Eboko			200.000	+ 200.000
17.	Production et transformation de la tomate			181.050	+ 181.050
TOTAL C		220.000		597.550	+ 597.550

a) CMR/70/517
CMR/73/005

b) CMR/68/507
CMR/72/005

c) Assistance Préparatoire

Secteur : Transports, Postes et Télécommunica-
tions, Services météorologiques

A. Projets approuvés en cours d'exécution
(retenus par la réunion de synthèse)

	Prévision approu- vée réunion de synthèse du 30/10/72	Prévision approu- vée PRODOC/révi- sions (d'après budget plus récent)	Prévision approu- vée réunion de synthèse du 10/7/74	Economie ou excédent (ajustements à imputer au CIF)
1. Code des transports routiers	75.000	72.800	72.800	-
2. Reglementation de l'exploitation du port de Douala	35.000	36.400	36.400	-
3. Ecole Supérieure des Postes et Télécommu- nications - ESPT	855.000	853.400	1.083.400	+ 230.000
4. Bourses en hydrométéorologie/agrométéo- rologie	65.000	59.000	59.000	-
5. Formation instruments météorologiques	25.000	23.600	23.600	-
6. Conseiller planification des transports ...			30.000	30.000
TOTAL A	1.055.000	1.045.200	1.305.200	+ 260.000
TOTAL B	-	-	-	-
TOTAL A + B	1.055.000	1.045.200	1.305.200	+ 260.000

Secteur : Industries, Mines, Energie, Institutions financières, Commerce et Tourisme

	Prévision approuvée réunion de synthèse du 30.10.72	Prévision approuvée PRODOC/révisions (d'après budget plus récent)	Prévision approuvée réunion de synthèse du 10.7.74	Economie ou excédent (ajustements imputer au CFI)
A. <u>Projets en cours d'exécution</u> <u>(retenus par la réunion de synthèse)</u>				
1. Centre d'Assistance aux petites et moyennes entreprises - CAPME	1.450.000	158.500	658.500	+ 500.000
2. Recherche en substances nucléaires	75.000	81.565	161.565	+ 80.000
3. Législation de l'eau		22.400	-	- 22.400
TOTAL A	1.525.000	262.465	820.065	+ 557.600
B. <u>Nouveaux projets (retenus par la réunion de synthèse - 1ère priorité)</u>				
4. Experts en aménagement et en gestion des zones industrielles			130.000	+ 130.000
5. Recherches minières			300.000	+ 300.000
6. Normalisation et contrôle de qualité			250.000	+ 250.000
TOTAL B			680.000	+ 680.000
TOTAL A + B	1.525.000	262.465	1.500.065	+ 1.237.600
C. <u>Nouveaux projets (faisant l'objet d'un préjugé favorable - 2ème priorité)</u>				
7. Conseiller en domaines industriels			30.000	+ 30.000
TOTAL C			30.000	+ 30.000

Secteur : Ressources humaines : Enseignement
formation, Emploi et Administration
du travail

A. Projets en cours d'exécution
(retenus par la réunion de synthèse)

	Prévision approu- vée réunion de synthèse du 30.10.72	Prévision approu- vée/PRODOC révi- sions (d'après budget plus récent)	Prévision approu- vée réunion de synthèse du 10.7.74	Economie ou excédent (ajustements imputer au CII)
1. Centre de formation rapide des employés de bureau, Garoua	200.000	205.138	238.100	+ 32.962
2. Centre d'Edition et de Production de manuels scolaires	120.000	120.000	133.550	+ 13.550
3. Institut National d'Education	950.000	119.000 a)	565.080	+ 446.080
4. Planification de l'Education			65.150	+ 65.150
5. Institut de Pédagogie Appliquée à Vocation Rurale, Yaoundé 1ère phase	1.895.000	1.027.966	1.321.433	-
2ème phase			918.000	+ 1.211.467
6. Institut de Pédagogie Appliquée à Vocation Rurale, Buéa	200.000	232.000	452.000	+ 220.000
TOTAL A	3.375.000	1.704.104	3.693.313	+ 1.989.209

B. Nouveaux projets
(retenus par la réunion de synthèse
1ère priorité)

7. Centre de formation rapide des employés de bureau, Buéa			15.000	+ 15.000
TOTAL B	-	-	15.000	+ 15.000
TOTAL A + B	3.375.000	1.704.104	3.708.313	+ 2.004.209

C. Nouveaux projets (faisant l'objet d'un
préjugé favorable - 2ème priorité)

8. Réadaptation professionnelle des handicapés			100.000	+ 100.000
TOTAL C	-	-	100.000	+ 100.000

a) Assistance préparatoire.

Secteur : Santé - Urbanisme et Habitat

Secteur : Santé - Urbanisme et Habitat		Provision approu- vée réunion de synthèse du 30.10.72	Provision approu- vée PRODOC/révi- sions (d'après budget plus récent)	Prévision approu- vée réunion de synthèse du 10.7.74	Economie ou excédent (ajustements à imputer au CIP)
A.	<u>Projets en cours d'exécution</u> (retenus par la réunion de synthèse)				
1.	Enseignement infirmier	130.000	159.299	159.299	-
2.	Ingénieur sanitaire	60.000	60.575	60.575	-
3.	Défense sociale	45.000	10.300 a)	56.200	+ 45.900
4.	Bourses médicales	-	40.397	27.397	- 13.000
5.	Centre Universitaire des Sciences de la Santé (CUSS) 2ème phase	1.375.000	1.452.807	728.989	} + 260.202
	3ème phase	700.000		984.020	
TOTAL A		2.310.000	1.723.378	2.016.480	+ 293.102
B.	<u>Nouveaux projets</u> (retenus par la réunion de synthèse 1ère priorité)				
6.	Etude contre la malnutrition	36.000		36.000	+ 36.000
7.	Etude de l'éradication du goître endémique	9.000		10.250	+ 10.250
TOTAL B		45.000		46.250	+ 46.250
TOTAL A + B		2.355.000	1.723.378	2.062.730	+ 339.352

a) Assistance préparatoire.

CONCLUSIONS GENERALES

La présente révision du Programme marque une étape dans le domaine de l'assistance du PNUD au Cameroun, tout au moins depuis l'institution du cycle de programmation.

Cette révision a été rendue nécessaire pour tenir compte des conclusions des missions d'évaluation qui ont eu à examiner deux grands projets : l'IPAR (CMR/68/511) et le CUSS (CMR/70/523).

Les économies réalisées pendant la période 1972 - 1974 sont relativement faibles par rapport au chiffre indicatif de planification (régionalisation de l'Ecole de Faune, régionalisation de l'Institut de Formation Statistique) ; cependant, des réductions ont été apportées sur certaines prévisions initiales compte tenu des besoins réels des projets et du rythme de consommation, notamment au CAPME (CMR/72/011). Enfin, nous avons tenu compte de la situation nouvelle qui prévaut dans le nord du pays du fait des effets de la sécheresse.

Le facteur le plus important réside dans la prise en charge de nouveaux projets ayant un caractère nettement productif. Ainsi donc, le programme s'achemine plus concrètement vers le préinvestissement traduisant ainsi l'option fondamentale du 3e plan quinquennal, option qui sera certainement réaffirmée par le 4e plan. De ce fait, l'économie rurale, l'industrie et le commerce auront largement bénéficié de la présente révision, soit par le renforcement de projets déjà existants :

- la mise en valeur des forêts (CMR/72/008),
- eaux souterraines (CMR/71/516)

soit par l'inclusion de nouveaux projets :

- recherches minières (CMR/74/011)
- eaux souterraines (CMR/74/005)
- aménagement des zones industrielles (CMR/74/010)
- traitement des cuirs et peaux (CMR/74/001)
- développement de l'élevage dans le nord (CMR/74/002)
- projet de viande d'emboche de Mbandjack (CMR/74/006)

Malgré tous ces apports nouveaux, le Gouvernement et moi-même avons le sentiment que le programme, tout en respectant les grandes options du 3e plan, s'est résolument engagé dans la réalisation d'opérations susceptibles de renforcer le potentiel économique et social du pays tout en suscitant, à terme, la mobilisation des ressources nationales et des capitaux extérieurs. En définitive, toutes ces mesures ont été arrêtées en fonction du 3e plan quinquennal dont la philosophie a été rigoureusement respectée.

Pour terminer, il convient de souligner que la présente révision a également eu le mérite de jeter les fondements d'une action future, une projection sur la prochaine période de programmation qui a conduit à éviter toute rupture de l'action du PNUD entre le 3e et le 4e plan quinquennal de développement de la République Unie du Cameroun.

• Organisation Météorologique Mondiale (OMM)

1. Installation d'une station APT à Douala (projet DB/3/1/1)	35.000
2. Emetteur - Récepteur BLU pour le rassem- blement des données d'observation (projet TE/1/1)	30.000
3. Fourniture d'une tabulatrice (projet DB/1/2)	6.500
4. Etablissement circuit régional Douala-Kano (projet TE/2/1/1)	142.000
5. Traitement des données météorologiques (suite au projet C/R/75/009 et au projet DB/1/2)	90.000
6. Stations météorologiques automatiques	chiffre pas disponible
	<u>303.500</u>

• Organisation Internationale du Travail (OIT)

1. Equipe sous-régionale du "Programme des Emplois et des Compétences Techniques pour l'Afrique" (PECTA) - Mission d'un expert qui sera affecté au Service de planification du Ministère de l'Education Nationale, pour aider à l'élaboration de la carte scolaire au niveau des enseigne- ments primaire, post primaire et secondaire (à l'étude)	chiffre pas disponible
2. Conseiller régional en éducation coopéra- tive et en population -mission au Cameroun-	chiffre pas disponible
3. Divers autres conseillers régionaux	

• Nations Unies - Commission Economique pour
l'Afrique (CEA)

Equipe des experts "UNDAT"* auprès de l'UDEAC	<u>815.000</u>
--	----------------

* à partir de 1976, l'UNDAT pour l'Afrique Centrale
sera financée par le PNUD

II- <u>PNUD - Fonds de Réserve - Services Industriels Spéciaux.</u>	
1. Mission Beyrard sur les enquêtes industrielles.	Chiffre pas disponible
2. Etablissement et organisation d'un Bureau National d'accords de licences et de transfert de technologie (mission de 5 experts pour une période de trois à neuf mois -à l'étude-)	<u>84.000</u>
III- <u>Fonds des Nations Unies pour les activités de la Population (FNUAP)</u>	
1. Projet recensement de la population	216.902
2. Projet recensement de la population (communications)	26.650
3. IFORD (projet régional)	<u>390.500</u>
	<u>634.052</u>
IV- <u>Programme Alimentaire Mondial (PAM).</u>	
Projet CMR 773 "Assistance dans le cadre du III ^e Plan quinquennal"	
(4 ans: 29 août 1973 - 28 août 1977)	
- Nombre de bénéficiaires prévus: 50.000 environ	
Coût total pour le PAM; 4.610.480	
Soit par an: (environ)	<u>1.500.000</u>
Ce projet comporte neuf sous-projets:	
.SP I - Assistance à la Formation en milieu rural.	
.SP II - Centres de jeunesse.	
.SPIII - Assistance dans le domaine de la Santé.	
.SP IV - Construction et Rénovation du chemin de fer Transcamerounais.	
.SP V - Stabilisation du prix des céréales dans le Nord.	
.SP VI - Développement de la région "Cross Mamfe Overside"	
.SP VII- Assistance aux internats primaires et écoles d'agriculture.	
.SPVIII- Opération Ombessa.	
.SP IX - Opération Bamendjin	

Industries
Commerce et
Tourisme)

CAPME
CA/72/011)
(suite)

RT, décembre 1975

- Ressources
Naturelles

(Eaux
Souterraines
(CMR/74/013)

RF (CMR/71/016),
septembre 1974

- Ce rapport final à l'état de brouillon a
recommandé :

. d'assister le gouvernement à mettre sur
pied un projet axé sur le forage et la
puisaterie d'une durée de trois ans afin
de creuser 20 puits environ et exécuter 50
forages d'exploration environ.

- L'acquisition d'une sondeuse spéciale pour
le forage en roches cristallisées très
dures et un équipement additionnel en
puisaterie.

- L'octroi de bourses.

- Assistance prépar.
d'un an. (1er Nov
au 31 décembre 1974)
407.060 dollars.

- Nouveau document
projet (CMR/74/01
reflétant activité
opérationnelle pr
ment date exécut
forage d'eau, amé
tion des conditio
eau dans les rég.
Logone, Chari, Ex
tion nappe artéri
un coût estimatif
1,642,315 couvrir

Eaux Souterraines
(CNR/74/013)
(suite)

RN, décembre 1975

- L'amélioration des facteurs locaux et la construction de bâtiments fonctionnels (Service hydrogéologique, bâtiments pour bureaux, hangar pour véhicules et équipement, etc.)

phase II
(Novembre 1975 - Décembre

Recherches
Potentielles
Nucléaires
(CNR/71/014)

RF, octobre 1975

- La prospection radiométrique sérieuse effectuée au Cameroun a couvert la majeure partie des zones favorables à une minéralisation d'uranium. Malheureusement l'information disponible n'est pas suffisante pour une étude complète. Les cartes radiométriques sérieuses indiquant les emplacements et les enregistrements des anomalies ne sont pas disponibles. Elles ont ainsi un contrôle sur les lieux. L'absence des registres originaux des vols effectués est regrettable.

- L'équipement du projet a été confié au Ministère des Ressources minérales attendant l'initiation des activités du projet d'exploitation minière dans la Série de I (CNR/74/011).

Gestion de la
Recherche
(CNR/74/016)

ET (restreint)
17 novembre 1975

- L'assistance à l'ONAREST devra être orientée à partir du 1er février 1976 vers des domaines spécifiques tels que les Instituts où les résultats des interventions pourraient être plus facilement évalués. Une assistance à l'ONAREST sous forme de consultants, bourses et séminaires dans les domaines bien spécifiques pourrait également être prévue dans le cadre de la réorientation du projet actuel.

RF, décembre 1975

Normalisation et
Contrôle Qualité
(CNR/74/012)

RF, décembre 1975

- On peut considérer que tous les objectifs de la phase préparatoire ont été atteints: un inventaire des besoins prioritaires a été établi pour les produits agricoles destinés à l'exportation, les produits vivriers, légumes et fruits frais et pour l'équipement simple à caractère sanitaire pour la distribution des données périssables sur le marché ; le projet de décret portant création de l'Institut Camerounais de Normalisation (ICN) et le projet du statut de l'ICN ont été élaborés et soumis à l'approbation du gouvernement.

Unse Sociale
(/72/0022)

ET, mars 1975

- Après avoir fait le point des activités de l'expert, la réunion tripartite a recommandé l'extension du programme d'activités pour une période de huit mois allant du 1er mai 1975 au 31 décembre 1975.

- L'incidence financière de cette extension la CIP 1972-1976 est de l'ordre de 18.000 dollars (coût standard 36.000).

ET, novembre 1975

- Prolongation du contrat de l'expert pour une période de six mois à partir du 1er janvier 1976.
- Financement jusqu'à concurrence de 4.000 dollars du matériel audio-visuel pour une action préventive contre les maladies vénériennes.

- Une incidence financière de 18.000 dollars sur la CIP 1972-1976 (coût standard : 36.000).

- Une incidence financière de 4.000 dollars sur CIP 1972-1976.

le Sociale
(2/0122)

ET, mars 1975

Après avoir fait le point des activités de l'expert, la réunion tripartite a recommandé l'extension du programme d'activités pour une période de huit mois allant du 1er mai 1975 au 31 décembre 1975.

- L'incidence financière de cette extension sur le CIP 1972-1976 est de l'ordre de 16.000 dollars (coût standard 36.000).

ET, novembre 1975

- Prolongation du contrat de l'expert pour une période de six mois à partir du 1er janvier 1976.
- Financement jusqu'à concurrence de 4.000 dollars du matériel audio-visuel pour une action préventive contre les maladies vénériennes.

- Une incidence financière de 18.000 dollars sur le CIP 1972-1976 (coût standard : 36.000).

- Une incidence financière de 4.000 dollars sur le CIP 1972-1976.

Unse Sociale
(72/022)
suite)

- En ce qui concerne la prise en charge du complexe home-atelier pour jeunes filles ainsi que d'une bibliothèque sociale de 500 livres (dont le coût s'élève à 55.000 dollars) une requête, dont la priorité sera à déterminer par le gouvernement, sera probablement introduite.
- L'expert régional basé à Dakar pourrait être invité à déterminer les ateliers les plus intéressants avec l'assistance de l'expert UNESCO en constructions scolaires basé à Yaoundé.

- Aucune incidence financière sur le CI 1972-1976.

Projet
Modalités et calendrier
de l'examen global du Programme du PNUD pour le Cameroun
(1972 - 1976)

Le Programme de coopération technique pour le Cameroun, portant assistance du PNUD pour la période 1972-1976, a été adopté par le Conseil d'Administration de cette Organisation en juin 1972. Le premier examen annuel a eu lieu en octobre de la même année, le second en juillet 1974.

En mars 1975, dans un aide-mémoire que le Représentant Résident du PNUD a soumis au Gouvernement pour la préparation du nouveau programme de coopération technique pour la période 1977-1981, la première quinzaine de janvier 1976 avait été proposée pour l'examen global du programme en cours (1972-1976). Il avait été également proposé que cet examen soit effectué en deux temps, à savoir: une phase consacrée à des examens sectoriels, secteur par secteur, et une deuxième à l'examen global proprement dit.

Il est utile de rappeler ici qu'un tel examen global aura essentiellement pour buts:

1. d'examiner l'évaluation du programme en cours dans son ensemble;
2. de déterminer la validité des activités en cours et la nécessité d'en modifier éventuellement les objectifs et le calendrier;
3. de définir de façon plus détaillée ou de modifier, au besoin, les projets futurs qui figuraient à titre préliminaire dans le programme approuvé et de réexaminer le calendrier prévu pour leur formulation;
4. d'incorporer au programme de nouvelles propositions de projets, sous réserve qu'elles correspondent pleinement aux objectifs du programme approuvé;
5. d'examiner toutes questions concernant les activités consécutives aux projets terminés.

Il est également utile de rappeler que l'examen global ne devrait pas porter sur la surveillance de l'exécution des projets individuels ou leur évaluation détaillée, mais il devrait servir à vérifier si le programme en cours, et chacune de ses parties, continuent de correspondre et de satisfaire aux besoins découlant des objectifs du développement du pays.

.Du 16 au 30 novembre 1975:

Préparation par le bureau du PNUD d'un document de travail pour les réunions sectorielles, visées dans la section suivante.

.Du 1er au 31 décembre 1975:

Circulation du document de travail au Gouvernement, aux Agences d'exécution concernées, au Siège du PNUD, pour examen et observations.

.Du 1er au 31 janvier 1976:

Réunions sectorielles sous la présidence d'un haut fonctionnaire du Ministère de l'Economie et du Plan, avec la participation des ministères techniques intéressés, du bureau du PNUD, des conseillers et conseillers principaux, des conseillers régionaux et des chefs de projets ou experts responsables des projets examinés.

Ces réunions sectorielles examineront les projets en cours d'exécution, non encore approuvés et nouveaux projets, et formuleront des recommandations à leur égard (prolongation, suppression, réorientation, modification de priorités, etc.) qui seront consignées dans un document.

Ces réunions sectorielles pourraient être organisées de la manière suivante:

- 5 janvier - Economie Rurale
- 12 janvier - Industrie
 - Commerce et Tourisme
- 15 janvier - Ressources Naturelles
 - (Exploitation et Protection des Ressources Naturelles et de l'Environnement)
 - Ressources Minérales
- 19 janvier - Infrastructure (planification, administration publique et Services techniques, utilité publique, transports, télécommunications, etc.)
- 23 janvier - Ressources Humaines
 - (population, éducation et formation, main-d'oeuvre et emploi, Santé, Services Sociaux, etc.)

Des réunions complémentaires pourraient être envisagées pour compléter l'examen des points portés à l'ordre du jour des réunions sectorielles:

.Du 1er au 15 février 1976:

Préparation par le bureau du PNUD d'un document de travail pour la réunion de synthèse chargée de finaliser l'examen global du Programme en cours. Ce document sera basé sur:

1. des renseignements recueillis sur les projets à l'issue des réunions techniques;
2. des résultats et recommandations des réunions sectorielles;
3. des analyses préparées par le bureau du PNUD sur l'évaluation du programme en termes financiers, qualitatifs, quantitatifs, etc.;
4. les informations recueillies sur les autres programmes d'aides bilatérale et multilatérale.

.Du 16 au 28 février 1976:

Réunion de synthèse sous la présidence de Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Economie et du Plan lui-même, entouré de ses principaux collaborateurs, dont le haut fonctionnaire du Plan ayant présidé toutes les réunions sectorielles. Le Représentant Résident du PNUD participera à cette réunion, assisté de ses principaux collaborateurs.

C'est au cours de cette réunion ultime que seront arrêtées les décisions finales à soumettre à l'approbation de Son Excellence le Chef de l'Etat.

*

* *

Yaoundé, le 2 avril 1975

13. Expert et bourse en matière de défense sociale (CMR/72/022):

✓ Dans le contexte de sa lutte contre la prostitution, le Gouvernement a pu tirer profit de la mission, en avril dernier, du Conseiller interrégional de l'ONU, en matière de défense sociale. Se basant sur ses recommandations, le Gouvernement a décidé d'accorder une priorité absolue à l'affectation d'un expert international pour une période de 18 mois, et à l'octroi d'une bourse de trois mois à l'assistante sociale de Douala, la ville la plus sérieusement touchée par le mal.

14. Transports aériens (CMR/72/001):

Ce projet ayant été inscrit au Programme, il s'est avéré que seule une formation spécialisée de pilotes sur les appareils "Boeing" qui sont utilisés par la Cameroon Air Lines, pourrait faire face aux besoins du Gouvernement. Or, l'OACI ne peut assurer cette formation et une sous-traitance est également exclue. Le Gouvernement a donc été obligé d'abandonner ce projet en attendant une aide bilatérale de source publique ou privée.

15. Hydrométéorologie et Agrométéorologie (CMR/72/002):

Selon l'agence d'exécution, la formation de techniciens en hydrométéorologie et Agrométéorologie doit s'étendre sur deux années, et non sur une seule année, comme prévu au début; il sera donc nécessaire de prolonger toutes les bourses d'une année.

16. Equipement Postal (CMR/71/525):

La formation postale faisant partie du domaine de l'Ecole Supérieure des Postes et Télécommunications (ESPT), il s'est avéré indispensable de réserver une petite somme pour l'équipement postal pédagogique

17. Port de Douala (CMR/72/003 et CMR/72/016):

Un avant-document du projet a déjà été présenté par la CNUCED comprenant ces deux projets. Lors des discussions de la révision, les techniciens du Ministère des Transports ont jugé utile de dissocier ces deux projets, considérant que le projet CMR/72/003 paraît plus prioritaire et plus urgent. Le projet de réorganisation de l'atelier du port de Douala (CMR/72/016) a donc été provisoirement éliminé; il sera de nouveau discuté lors de la prochaine révision annuelle.

18. Centre de recherches et de Développement Industriel (CREDI)/ Centre National du Commerce Extérieur (CNACE) - Centre National d'Assistance aux Petites et Moyennes Entreprises (CAPME) / Programme Pilote d'Entretien et de Réparation (PPER)-CMR/72/006, CMR/72/012, CMR/72/01

La principale innovation de la révision annuelle a consisté dans le fait que les projets CREDI et CNACE ont été remplacés par le projet fusionné CAPME/PPER, qui, initialement, figurait sur la liste d'attente du Programme.

Annexe 7 (6)

Récapitulation et Interprétation de la Révision Annuelle
du PNUD

A la suite de la révision annuelle, les modifications proposées par le Gouvernement sont les suivantes:

SECTEURS	Proposition approuvée	Révision	Différence
Administration, Planification, Etudes et Recherches	70.000	90.000	+ 20.000
Economie Rurale	4.535.000	5.040.000	+ 505.000
Industrie, Mines, Energie, Institutions Financières, Commerce et Tourisme.	2.150.000	1.825.000	- 325.000
Transports, Postes et Télécommunications.	1.275.000	1.265.000	- 10.000
Ressources humaines: Enseignement, formation, emploi et Administration du Travail	5.110.000	4.220.000	- 890.000
Santé, Urbanisme et Habitat	1.650.000	2.425.000	+ 775.000
Total des secteurs	14.790.000	14.865.000	+ 75.000
Réserve non programmée.....	210.000	135.000	- 75.000
Total Général	15.000.000	15.000.000	-

Conclusions générales

Comme on peut le constater à l'analyse du tableau précédent, les principaux ajustements se trouvent dans les secteurs "Ressources Humaines" et "Santé, Urbanisme et Habitat". Viennent ensuite les secteurs "Economie Rurale" et "Industrie, Commerce, Mines et Energie".

La réduction des prévisions dans le secteur "Ressources Humaines" provient, d'une part, de la diminution de l'apport du PNUD au projet IPAR, et d'autre part, des économies réalisées en raison de la régionalisation du projet CRADAT à partir du 1er juillet 1973. Malgré l'importance relative des réductions de crédit opérées dans ces secteurs, aucun des deux grands projets mentionnés ne devrait souffrir dans son exécution. En effet, selon les dires du Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire, l'IPAR devrait bénéficier d'une assistance bilatérale compensatoire, tandis que le CRADAT, de son côté, devrait bénéficier ultérieurement d'un financement sur le Programme Régional du PNUD.

L'augmentation des prévisions financières dans le secteur "Santé, Urbanisme et Habitat", se rapporte notamment aux impératifs requis pour la troisième phase du projet CUSS. L'obligation de prévisions nécessaires de crédit pour la continuation de cet important projet avait toujours fait l'objet d'une mention spéciale. Cependant, les besoins de la troisième phase du projet n'ont pu se manifester concrètement au stade actuel de l'avancement du projet.

Le secteur "Economie Rurale" vient au premier rang des différents secteurs du Programme, reflétant ainsi le désir du Gouvernement et de mon Bureau d'étroffer davantage ce domaine d'activités. L'accroissement de crédits se justifie par l'introduction de deux nouveaux projets: "Le Centre National de Recherches Agronomiques" et "Le Développement de la Pisciculture". Le présent rapport donne amplement les raisons qui ont motivé les décisions du Gouvernement en ce qui concerne ce secteur fondamental de l'Economie Nationale.

Quant aux secteurs "Industrie, Commerce, Energie et Mines", le désir du Gouvernement d'insérer dans le Programme une deuxième phase du projet fusionné CAPME/PPER ne pouvait s'accomplir sans sacrifices consentis, soit dans ce secteur, soit dans d'autres. Le Gouvernement a opté pour la première alternative, c'est la raison pour laquelle, dans le cadre même du secteur Industrie, Commerce, Energie et Mines, il a été décidé d'accorder la préférence au projet CAPME/PPER et d'éliminer par voie de conséquence les deux projets "Centre de Recherches et de Développement Industriel (CREDI)" et "Centre National du Commerce Extérieur (CNACE)" pendant la période actuelle de programmation 1972-1976.